

# EUSKADI

## LE RENIEMENT DU PSOE

Tasio Erkizia, Martin Garitano,  
Esteban Baigorri, Jose Luis Cereceda,  
Jose Antonio Egido, Justo de la Cueva



Prologue Xabier Sabada

# Le PSOE de Felipe Gonzalez

## 1974-1988 : Du socialisme révolutionnaire marxiste au néofranquisme sociologique

### 1/ L'énigme d'une métamorphose

Le 27 septembre 1975, il ne restait plus que 60 jours à vivre au dictateur Francisco Franco. Pour être conséquent avec lui-même, il répète à la fin de sa vie de dictateur, ce qu'il avait déjà fait tout au long de ses premières semaines, premiers mois, premières années, premières décennies : assassiner. Après les centaines de milliers de sentences de mort qu'il ordonne, après la fin de la Guerre Civile, contre des combattants anti-fascistes, ce jour-là, le 27 septembre 1975, après des jugements-farces aussi peu dépourvus de garanties que les jugements -farces des années quarante, il fit assassiner trois révolutionnaires indépendantistes basques et deux combattants antifascistes espagnols.

L'Europe, le monde entier se mobilise face à la barbarie de ce dictateur sénile. Les Etats demandèrent à leurs ambassadeurs de quitter Madrid, des millions de travailleurs participèrent à des grèves de protestation, des dizaines de milliers de manifestants protestèrent des les rues du monde entier, la colère populaire se déchaîna contre les édifices diplomatiques et commerciaux espagnols.

Mais il y eut une réaction concrète à signaler. Au mois d'octobre 1975, fut édité en France le journal officiel d'un Parti politique espagnol, recherché et clandestin dans l'Espagne de Franco. Sous le titre "*La raison de la force*", un communiqué apparaissait, disant entre autres :

*"Qui est l'assassin d'Otaegui ? Qui a tiré contre Txiki, Baena, Sanchez Bravo ? A qui incombe la responsabilité de l'acte de barbarie commis contre Garcia Sanz ? Le peuple jugera et châtiéra les assassins. Depuis Franco, le sanguinaire, jusqu'au dernier des Gardes Civils qu'ont participé comme volontaires au peloton d'exécution. Arias, Juan Carlos, chacun des ministres du gouvernement, les faux juges des faux procès, tous les réactionnaires qui permettent ces crimes sauvages, tous paieront leurs fautes. Et que les pusillamines ne viennent pas déterrer les vieux topiques de la vengeance, la revanche. Nous ne voulons pas une vengeance sauvage comme l'est la politique du régime, nous voulons seulement que fonctionne la justice -un véritable justice, bien sûr- face à tous les scélérats qui oppriment le peuple et assassinent sans garanties judiciaires, sans preuves, les jeunes qui veulent au autre futur pour l'Espagne, un futur libre, démocratique, juste."*

Ce journal, appelé "*El socialista*", était l'organe officiel du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Le Premier Secrétaire de la Commission exécutive du PSOE s'appelait Felipe Gonzalez. Le communiqué fut publié dans les pages 131 et 132 du livre : "*PSOE : la rupture démocratique*", édité clandestinement en 1976 par le bureau d'Information et de Presse du PSOE.

De là, l'énigme. Comment est-il possible que ce soient le même homme et le même parti -Felipe Gonzalez et la PSOE- qui fassent monter en grade des gardes civils *condamnés* en justice pour délits de tortures ; qui décoorent des gardes civils *tortionnaires* ; qui promulguent et maintiennent durant plus de trois ans et demi une loi "antiterroriste" violant la Constitution et facilitant la torture et l'assassinat de Basques ; qui placent aux plus hauts postes du Ministère de l'Intérieur les policiers *tortionnaires* et assassins du franquisme ; qui ont maintenu une législation permettant l'application d'une sentence de 6 ans d'emprisonnement contre un journaliste pour avoir rappelé dans un article que le roi Juan Carlos (qualifié d'assassin dans le communiqué cité plus haut) fut nommé par Franco? Comment est-il possible, si ce sont les mêmes, qu'une telle métamorphose se soit produite ?

C'est en tant que Basques que nous écrivons ce livre et il était inévitable pour cela que notre première dénonciation du fait du sinistre changement, de la métamorphose du PSOE de Felipe Gonzalez, soit relative aux conséquences découlant de celui-ci et dont nous souffrons, au sens propre du terme, dans la chair de notre peuple.

Mais l'énigme de la métamorphose du PSOE de Felipe Gonzalez ne se limite pas au sujet de la torture ou de l'assassinat de Basques. Le PSOE de Felipe Gonzalez est passé aussi d'anti-impérialiste à pro-yankze, d'anti-OTAN à pro-OTAN, de dénonciateur du chômage à créateur de chômeurs (plus d'un million), de défenseur du socialisme auto-gestionnaire et des nationalisations, à défenseur du Marché, protecteur et financier de la banque monopoliste, mais aussi partisan de la privatisation des entreprises nationales ; il est passé de marxiste révolutionnaire à dévot du néolibéralisme; de défenseur du Polissario à fournisseur d'armes et d'argent au Maroc ; de solidaire avec les socialistes chiliens à fournisseur de véhicules et d'armement pour la Police de Pinochet.

Ce chapitre se propose de résoudre l'énigme de cette métamorphose.

## 2/ S'en tenir aux faits et non aux paroles : le lucide conseil de Marx

Pour l'analyse d'un parti politique par la Sociologie politique, nous disposons d'un outil fondamental forgé par Karl Marx. Déjà cité dans "*L'Ideologie Allemande*" il est décrit avec précision dans "*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*" :

*"C'est ainsi que comme dans la vie privée, on distingue ce qu'un homme pense et dit de lui-même et ce qu'il est et fait en réalité, dans les luttes historiques il faut différencier encore plus les phrases et les prétentions des partis de leur nature et leurs intérêts réels ; différencier ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité". (1)*

Ainsi, il est nécessaire pour caractériser et juger correctement ce qu'est aujourd'hui le PSOE de Felipe Gonzalez faire la distinction entre ses phrases et ses prétentions et ce qu'il a fait.

Ce qu'il a fait dans et depuis le gouvernement, en nous tenant à quelques échantillons. Par exemple, dans la lutte contre le chômage. Non seulement les analystes politiques mais aussi n'importe quel homme de la rue sait que la récolte de plus de 10 millions de votes qui amena le PSOE au gouvernement en 1982 avait quatre raisons essentielles précises : l'autodestruction de l'UCD et du PCE et deux promesses électorales, celles des 800 000 postes de travail et celle du référendum pour sortir de l'OTAN.

Dans l'opuscule de 47 pages intitulé *"Pour le changement. Programme électoral. Parti Socialiste Ouvrier Espagnol"*, l'exposition du programme début, avec le paragraphe 1. *"Créer des emplois, objectif prioritaire"*, dont le premier paragraphe est le suivant :

*"La création de postes de travail est le principal impératif auquel doit s'attacher la société espagnole dans les prochaines années. Pour cela, l'emploi est l'objectif prioritaire du programme socialiste. Il est nécessaire de créer des postes de travail pour les plus de deux millions de chômeurs actuellement existants. Des postes de travail sont aussi nécessaires pour les jeunes et les femmes qui accèdent au monde du travail. Pour cela, le PSOE se propose de créer plus de 800 000 postes fixes au cours des quatre années de gestion gouvernementale.*

*Il sera nécessaire de parvenir à un rythme de croissance économique suffisant pour créer ce volume d'emploi, tout en augmentant le niveau de compétitivité de l'économie espagnole".*

Qu'a réalisé à ce sujet le PSOE de Felipe Gonzalez depuis qu'il est en place ? **Ajouter plus d'un million de chômeurs** à ceux qui déjà existaient au moment de son accession au gouvernement.

En effet, dans l'*Annuaire Statistique d'Espagne - 1983*, on est informé qu'au 30 novembre 1982, la veille du jour de l'investiture par le Congrès des Députés de Felipe Gonzalez comme Président du gouvernement, un total de 2 064 600 chômeurs étaient enregistrés dans les Agences pur l'Emploi officielle. Le 31 janvier 88, le total des chômeurs enregistré par ces mêmes Agences atteignait 3 069 088. **Plus d'un million de chômeurs supplémentaires** (1 044 488 de plus, exactement). (3)

En réalité, l'augmentation a été encore plus dramatique. En raison de sa brutalité, le chiffre d'un million de chômeurs **supplémentaires** (au lieu des 800 000 en moins promis) est frauduleusement amoindri car il a escamoté plus de 800 000 chômeurs du recensement. Le 5 octobre 1987, le cabinet technique du secrétariat à l'emploi du **Syndicat des Commissions Ouvrières** informe la presse du **maquillage** des chiffres du chômage diffusés par le gouvernement du PSOE; En 1987, le gouvernement modifia le décompte du chômage enregistré en excluant de celui-ci les travailleurs agricoles potentiels (308 600), ceux qui sont en formation, ceux qui sont affectés par des procédures de régulation

d'emploi, ceux qui recherchent un emploi à temps partiel ou d'appoint. Ainsi, selon les Commissions Ouvrières en mai 1987, le gouvernement avait exclu du décompte des chômeurs enregistrés par moins de 803 307 personnes. Ce qui fait qu'au lieu de communiquer un total de 3 687 181 chômeurs enregistrés en mai 1987, il donne le chiffre de 2 883 874 (4).

La situation faite par le gouvernement du PSOE de Felipe Gonzalez aux chômeurs est encore pire que ces chiffres le laissent penser. Dans le même rapport, les Commissions Ouvrières signalent qu'en ne réalisant pas sa promesse solennelle -signée avec les accords conjoints syndicats/entrepreneurs- de faire bénéficier au moins la moitié des chômeurs de l'assurance chômage, le gouvernement avait ainsi laissé tomber le pourcentage d'assurés de façon que seuls 31,21 % des chômeurs bénéficiaient d'une couverture sociale. Au total, deux millions de chômeurs ne percevaient en mai 1987 aucune aide économique.

Pire encore : la politique poursuivie par le gouvernement du PSOE a conduit à la substitution de postes fixes par des emplois temporaires. Le rapport des Commissions Ouvrières signale que l'augmentation du chiffre de l'emploi correspond à une embauche précaire touchant surtout les femmes et les jeunes et des secteurs tels la construction et les services. En 1986, pour chaque poste de travail temporaire fut signée une moyenne de dix contrats. Ainsi s'explique que sur 3 200 000 embauches en 1986, seuls 340 000 postes de travail aient été effectivement créés. Comme les contrats temporaires sont, par définition, temporaires, le licenciement (le non-renouvellement du contrat) est gratuit. Ceci signifie que le gouvernement PSOE de Felipe Gonzalez est en train d'augmenter le licenciement gratuit à un rythme annuel de 20 %.

Pire encore : la politique d'emplois du gouvernement, combinée à sa criminelle négligence dans l'inspection du travail (l'observateur appréciera que le PSOE permette que les inspecteurs du travail soient une réplique des inspecteurs anglais du XIX<sup>e</sup> siècle dont Marx mit en exergue les rapports dans le capital !) a provoqué la floraison d'une économie parallèle. L'Institut d'Etudes Economiques a présenté en juin 1987 le 1<sup>er</sup> rapport sur l'économie parallèle en Espagne, le calculant à 15 au 20 % du Produit Intérieur Brut. Une gigantesque enquête sociologique (sur 63 120 personnes) réalisée par des organismes gouvernementaux en 1985

comptabilisa près d'un million et demi (1 482 000) de personnes travaillant et non inscrites à la Sécurité Sociale (5). Le professeur Santos Ruesga de l'Université d'Alcala lors de la présentation du rapport sur l'économie parallèle dit à ce sujet que *"l'enquête en question désignait de nombreux groupes de population effectuant des tâches dans des conditions misérables avec des rémunérations inférieures à 25 000 pesetas mensuelles"* (6).

Chômage, insécurité de l'emploi, absence de Sécurité Sociale et d'assurance de chômage, nécessité impérieuse d'accepter des salaires misérables et des conditions inhumaines de travail, perte de conquêtes ouvrières péniblement arrachées au Capital, augmentation des accidents du travail "grâce" à la flexibilité des réglementations et/ou à la complicité/corruption/non-assistance des inspecteurs... **c'est ce que le gouvernement du PSOE de Felipe Gonzalez a apporté à la classe ouvrière.**

Le revers de la médaille, concerne les patrons, le Capital industriel et financier. Jamais, jamais, les Banques espagnols n'ont gagné autant d'argent qu'avec le gouvernement du PSOE de Felipe Gonzalez. En 1987, *"la meilleure année économique pour l'Espagne dans les douze dernières années"*, selon le Ministre Solchaga- les bénéfices bancaires ont atteint 306 631 millions de pesetas, 71 848 millions de plus (30,73 % de plus) qu'en 1986.(7) Et en 1986, les salariés espagnols ont perdu leur majorité historique dans la répartition du revenu national. Encore en 1982, la rémunération des salariés représentait 50,4 % du Produit Intérieur Brut, face au 5,3 % d'impôt et au 44,3 % d'excédent patronal. En 1986, *la part du gâteau* national prélevée par le patronat, le pudiquement nommé excédent patronal représente 46,1 % du PIB alors que les salariés se contentaient de 45,9 %. Si au lieu du PIB nous prenons pour référence le Revenu National Brut, on voit mieux ce qu'il est advenu : les salariés représentent 49,9 % et l'excédent brut d'exploitation 50,1 % (8).

Question : Si des faits antérieurs, on déduit que le pourcentage représenté par les impôts sur le PUB a augmenté de 5,3 % en 1982 à 8 % en 1986, le gouvernement de Felipe Gonzalez n'aurait-il pour le moins utilisé la politique fiscale pour compenser les salariés, rendant l'imposition plus progressive, faisant payer davantage les patrons et les riches ?

Réponse : Non, au contraire. En 1983, les impôts directs représentaient 118,8 % sur les 100 % des impôts indirects (payés par tous, riches et pauvres, travailleurs et oisifs). En 1987, les impôts directs sont descendus à 84,8 % des impôts indirects.

Question : Pour le moins avec toute cette aide au capital, le gouvernement a-t-il été motivé à investir dans la création d'emplois ? (Quelle est l'explication donnée par Felipe Gonzalez sur sa politique au service du Capital ?). Réponse : Oui, le Capital espagnol a investi jusqu'à 604 074 millions entre 1982 et 1986. Mais il l'a fait pour remodeler ses effectifs, pour licencier plus d'un million de travailleurs (1 114 875 selon le Bulletin de Statistique du Travail). (9)

Bien. Cela est suffisamment parlant. Felipe Gonzalez et son PSOE disent qu'ils sont socialistes. Il est possible aussi qu'ils pensent en eux-mêmes être socialistes. Mais ce qu'ils font, c'est aider le Capital à exploiter plus et mieux la classe ouvrière.

Les électeurs du PSOE eux-mêmes le disent. A la veille du XXXIe Congrès du PSOE, une enquête faite auprès des électeurs du PSOE a donné les résultats suivants :

Question : *Dans quelles mesure croyez-vous que la politique menée par le PSOE bénéficie aux catégories sociales suivantes ?* (10)

Réponse (en %)	Patrons	Travailleurs	Jeunesse	Femme
Beaucoup	23,3	2,1	3,1	3,1
Assez	42,6	26,0	23,8	24,4
Pareil que les autres	22,7	23,6	27,2	30,6
Peu	5,7	35,1	26,3	27,6
Rien	2,7	11,0	17,5	11,7
VB/VN	3,1	2,1		2,6

Impressionnant, non ? Le 20 janvier 1988, 65,9 % des électeurs du PSOE, 2 sur 3, croient que la politique du PSOE bénéficie beaucoup ou pas mal aux patrons. Et, alors que seuls 8,4 %

croient qu'elle bénéficie peu ou pas du tout aux patrons, 46,1 % croient qu'elle bénéficie peu ou pas du tout aux travailleurs.

Dans la même enquête, la majorité absolue (52,6 %) des électeurs du PSOE croient que la politique des gouvernements PSOE successifs a bénéficié peu ou pas du tout à la création d'emplois.

Est-il donc clair que la métamorphose du PSOE en laquais du Capital se manifeste non seulement par son action répressive contre le peuple travailleur basque mais aussi par son action globale dans l'ensemble de l'Etat espagnol ? Nous croyons que oui. Nous allons donc tenter de résoudre l'énigme de cette métamorphose. Pour cela, l'aboutissement de cette dégénérescence ayant déjà examiné bien que très succinctement, la forme adoptée par le PSOE de Felipe Gonzalez après sa métamorphose, revenons au commencement : Quand le PSOE de Felipe Gonzalez se réclamait et se définissait comme socialiste révolutionnaire marxiste.

### **3/ Le PSOE de Felipe Gonzalez. 1974-1976 : L'étape du socialisme révolutionnaire marxiste.**

Tout d'abord une précision : nous devons expliquer pourquoi nous intitulos ce chapitre "*Le PSOE de Felipe Gonzalez*" et pourquoi nous employons constamment cette expression. En réalité, il aura fallu dire "Felipe Gonzalez et son PSOE". Car, aujourd'hui le PSOE n'est qu'une excroissance de Felipe Gonzalez, un syndicat de cadres politiques et d'aspirants-cadres ou parents de cadres, totalement soumis à l'autorité de Felipe Gonzalez (et de son double Alfonso Guera) qui donne et reprend, fait et défait. Nous ne donnons pas plus de détails pour l'instant car la construction de cette structure pyramidale et la concentration absolue du pouvoir à son sommet sont une partie-clef expliquant l'énigme de la métamorphose du PSOE.

Parlons de la période 1974-1976. La scission du PSOE en deux secteurs (le "rénové" de Felipe, Guera, Redondo, Castellanos et Mugica et "l'historique) s'est produite en 1972. Mais jusqu'au 6 janvier 1974, le Bureau de l'Internationale Socialiste, réuni à

Londres, ne décide pas que le PSOE, reconnu comme parti espagnol membre de l'Internationale, était le PSOE "rénové". Et, jusqu'à la tenue, le 10 octobre 1974 à Suresnes (Paris) du XIIe Congrès (XIIIe de l'exil, XXVIe depuis sa création) du PSOE, la direction était collégiale pour le PSOE "rénové" et il n'y avait pas eu de Secrétaire Général. Mais à Suresnes, Felipe Gonzalez fut élu Premier Secrétaire. Même si les participants ne le devinèrent pas, c'est là que le PSOE commença à se transformer en PSOE de Felipe Gonzalez.

Les résolutions de ce Congrès ouvrent une période qui culminera au XXVIIe Congrès, célébré à nouveau en Espagne (à Madrid, du 5 au 7 décembre 1976). C'est la période du socialisme révolutionnaire marxiste. La résolution politique du Congrès de Suresnes commence ainsi :

*1. Le PSOE dont l'aspiration est la conquête du pouvoir politique et économique pour la classe travailleuse et la transformation radicale de la société capitaliste en société socialiste, insiste dans la nécessité toujours plus urgente d'implanter en Espagne un régime démocratique comme moyen d'obtenir ces objectifs. (11)*

Dans *El Socialista* de janvier 1975, on trouve ce paragraphe dans le chapitre. *Nos objectifs* :

*"Nous pouvons trouver quatre points dans le paragraphe que nous commentons. Un premier aspect où l'on définit quelle est l'aspiration de notre parti : «la conquête du pouvoir politique et économique par la classe travailleuse». Effectivement notre Parti est une organisation qui n'est pas disposée, une fois le pouvoir politique obtenu, à laisser intacts les mécanismes économiques capitalistes, pour se convertir en un bon administrateur de la société néo-capitaliste. Il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup sur cet aspect, car dans le reste du texte, est parfaitement réaffirmée la transformation radicale de la société capitaliste en «société socialiste» (12)."*

Toute la collection d'éditoriaux et communiqués de *El Socialista*, publiée dans le livre clandestin que nous avons déjà cité (*PSOE : la rupture démocratique*) corroborent, précisent et développent cette ligne. Mais, sans doute, la diffusion de *El Socialista* était très limitée (elle ne commença qu'en automne 1976 à se vendre dans la rue), de façon que ces positions du PSOE "rénové" (qui changeaient de l'emphase de celles défendues durant des décennies par le PSOE en exil dirigé par Llopis), n'avaient pas grande diffusion.

Mais au printemps et en été 1976, la maison d'éditions Avance, légale, commence à éditer et diffuser une collection (série Politique) de livres de poche à bas prix et grand tirage. Son objectif s'exprimait ainsi :

*"Nous voulons que tous les Partis et syndicats démocratiques s'expriment par eux-mêmes, sans intermédiaires et avec un porte-parole représentatif. Qu'ils nous racontent leur histoire, qu'ils nous disent ce qu'ils pensent faire maintenant et nous ouvrent leurs documents".*

Précisément, le premier numéro, édité en mai 1976, est celui dédié au PSOE, intitulé *"PSOE, Partido Socialista Obrero Español"*. Ses auteurs sont Francisco Bustelo, Gregorio Peces-Barba, Ciriaco de Vicente et Virgilio Zapatero. Comme l'on voit des piliers du PSOE. Zapatero est actuellement Ministre chargé des Relations avec le Parlement, Gregorio Reces-Barba a été Président du Parlement lors de la première législature victorieuse du PSOE à partir de 1982. Ciriaco de Vicente a été membre du bureau de la Chambre des Députés. Busteco était recteur de l'Université de Madrid comme candidat du PSOE. En été 1976, les Espagnols pouvaient lire par exemple :

*"L'oppression et la misère ne disparaîtront qu'en supprimant leurs causes, qu'en détruisant le système capitaliste et en construisant un ordre socialiste. Il n'est pas suffisant -bien que ce soit nécessaire- de nous maintenir sur la défensive : il faut changer l'ensemble des structures de cette société, fonder un type de société différente basée sur les nécessités et non sur le bénéfice. Il est toujours plus urgent de passer à une étape historique : ce changement -quelles que soient ses formes- se nomme Révolution Sociale".*

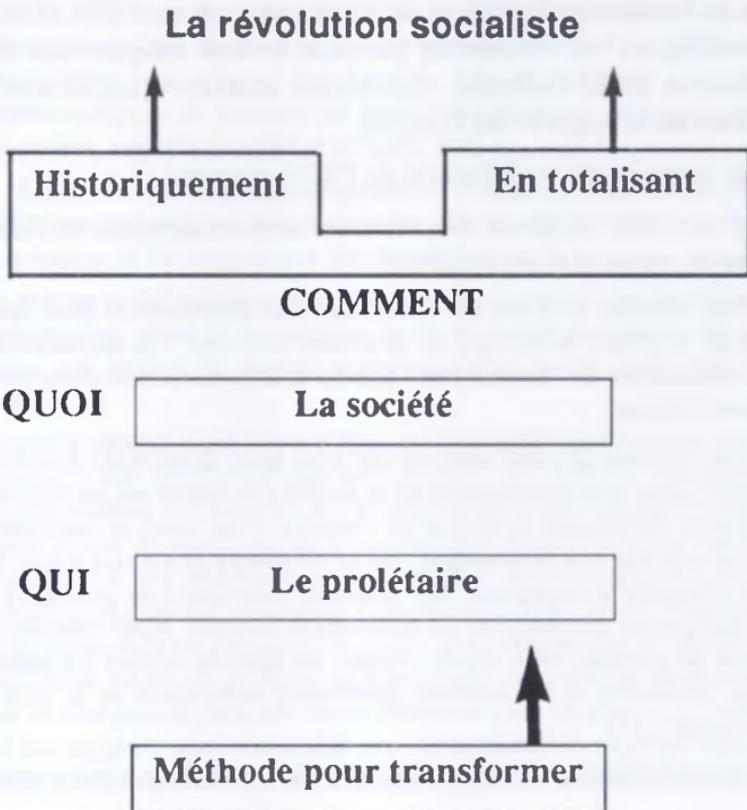
*"Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol est celui que peut unir l'ancien et le nouveau : l'expérience de la lutte et de l'élaboration théorique du socialisme, avec les luttes populaires qui se déroulent dans l'Etat espagnol. Le PSOE réalise aujourd'hui la fusion des luttes populaires avec l'inépuisable tradition du socialisme espagnol, tout cela avec un objectif clair -déjà proclamé dans nos premiers textes- obtenir «... l'émancipation totale de la classe travailleuse», c'est à dire l'abolition de toutes les classes sociales et leur conversion en une seule, de travailleurs maîtres du fruit de leur travail, libres, égaux, honorables et intelligents".*

*"Ceux qui rejettent le matérialisme dialectique comme n'étant pas scientifique considèrent le marxisme uniquement comme une méthode*

pour étudier et connaître la réalité du système capitaliste mais non comme une méthode de transformation de la réalité avec un but bien défini : détruire le capitalisme et construire le socialisme". Et ceci est spécifique du matérialisme dialectique : être la méthode révolutionnaire du prolétariat. Rejeter celui-ci est en dernière instance faire abstraction de la révolution socialiste. Telle est l'importance capitale du matérialisme dialectique.

Dans ce sens, que nous voulons nous dire quand nous affirmons que le PSOE est un parti-marxiste ? Qu'il prend le matérialisme dialectique, la méthode dialectique comme base théorique et pratique en le considérant comme élément vital de la pensée de Marx la possibilité de réviser, quand de nouvelles réalités l'exigent, le côté accessoire de la pensée de Marx : son système. L'orthodoxe marxiste du PSOE se réfère donc à la méthode. Ceci est l'héritage marxiste auquel on ne peut renoncer". (15)

L'on y trouve aussi des graphiques comme celui que nous reproduisons (tiré de la p. 16) et qui explique le schéma de la révolution socialiste :



Si Felipe Gonzalez n'est pas l'un des auteurs de ce livre, il ne faut pas croire pour autant qu'il ne se montre pas marxiste avec la même emphase. Ce même été 1976, le PSOE célébrait ses traditionnels cours d'été. Felipe Gonzalez est l'un des intervenants des cours-conférences. Dans le livre qui les reproduit, on peut lire que Felipe relie la deuxième partie de la Conférence (intitulée *Ligne Politique*) au thème "2. Un parti marxiste", qui débute ainsi :

*"Mais de plus, pour nous, assumer l'histoire est le fait d'une profonde conviction marxiste. Quand nous disons que notre Parti est marxiste, nous avons de sérieuses raisons de le dire" (16)*

En décembre 1976, se tient à Madrid, Hôtel Melia, le XXVII<sup>e</sup> Congrès du PSOE. C'est encore un Parti clandestin dans la forme. Mais le Congrès est une formidable démonstration de force et de propagande. Des leaders socialistes du monde entier (W. Brandt, Mitterrand, O. Palme, Nenni, Altamirano,...) y participent et interviennent comme invités. Des centaines de journalistes assistent et retransmettent l'événement, remarquent et informent que la Fédération Socialiste de Madrid (où se sont déjà réunifiés "Historiques" et "Rénovés) parvient à faire adopter une ligne politique archi-radical, clairement extrême-gauche avec le soutien de la majorité du Congrès.

Pour commencer, la définition du PSOE marxiste :

*"4. Le PSOE réaffirme son caractère de parti de classe et donc de masse, marxiste et démocratique.*

*Nous sommes un Parti de classe car nous défendons et nous luttons pour le projet historique de la classe ouvrière : la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme et la construction d'une société sans classes.*

*Nous sommes un parti marxiste car pour nous, la méthode scientifique expliquant la transformation de la société capitaliste est, au travers de la lutte des classes, le moteur de l'histoire. Pour nous, le marxisme est une méthode non dogmatique, qui se développe et n'a rien à voir avec le transfert automatique des schémas théoriques ou pratiques des expériences déterminées du mouvement ouvrier. Nous considérons, tout en gardant notre esprit critique, les apports de tous les penseurs du socialisme et les diverses expériences historiques de la lutte des classes" (17)*

Et aussi l'affirmation selon laquelle, être socialiste c'est rejeter et

dépasser le capitalisme :

*"2. Le PS se définit socialiste car son programme et son action visent à dépasser le mode de production capitaliste par la prise de pouvoir politique et économique et la socialisation des moyens de production, distribution et d'échange par les travailleurs. Pour nous, le socialisme est fin et moyen de parvenir à cette fin. Et notre idéologie nous conduit à rejeter toute voie d'accommodation avec le capitalisme ou une simple réforme de ce système" (18).*

La boucle est bouclée au paragraphe 5. *Principe* : celui de la dictature du prolétariat. Felipe montra son opposition nette à ce sujet lors de la discussion du rapport, mais il obtient seulement que soit supprimée la mention expresse du concept, les phrases par lesquelles la proposition de Madrid prolongeait le texte approuvé, reproduit ci-après. Les phrases supprimées disaient : *"C'est dans ce sens que nous entendons l'étape de transition, la dictature du prolétariat dont parlèrent Marx et Engels..."*, le texte approuvé fut celui-ci :

*"5. Le PSOE propose une méthode de dialectique de transition au socialisme. Celle-ci combine la lutte parlementaire et la mobilisation populaire sous toutes ses formes, par la création d'organes démocratiques de pouvoir de base (coopératives, associations de quartiers, comités de villes et villages, etc) :*

- Recherche de l'approfondissement du concept de démocratie par le dépassement du caractère formel des libertés politiques dans un Etat capitaliste et l'accession aux libertés réelles.*

- Met en relief les revendications ponctuelles ainsi que les alliances nécessaires, dans la perspective de la révolution socialiste, car il ne peut pas exister de liberté sans socialisme ou de socialisme sans liberté.*

*Jusqu'à atteindre cet objectif final de la société sans classes, avec la disparition de l'Etat qui en résulte, et jusqu'à changer le gouvernement des hommes par l'administration des choses, il existera une étape transitoire de construction du socialisme rendant nécessaires des interventions énergiques et décisives par rapport aux droits acquis et aux structures économiques de la société bourgeoise. Elle consistera en l'application réelle de la démocratie, et non en son abolition. Le degré de pression à appliquer dépendra de la résistance de la bourgeoisie face aux droits démocratiques du peuple. Et, comme il est logique, nous n'écartons pas les mesures de force nécessaires pour faire respecter les droits de la majorité, rendant irréversibles,*

*par le contrôle ouvrier, les acquis de la lutte des travailleurs." (19)*

La délégation madrilène au XXVIIe Congrès obtient d'autres victoires. par exemple, l'engagement du PSOE à défendre le droit à l'autodétermination des peuples de l'Etat espagnol et l'exigence ferme d'une rupture démocratique comme condition pour participer aux élections, ainsi que la réaffirmation de la vocation républicaine du PSOE.

L'image du PSOE que les centaines de représentants des médias présents au Congrès diffusèrent, fut donc celle d'un socialisme révolutionnaire marxiste, anti-impérialiste et républicain, avalisé par la présence des leaders socialistes mondiaux.

Ce fut là le zénith de la ligne socialiste, marxiste et révolutionnaire du PSOE, car la délégation madrilène qui obtint tant de victoires politiques au Congrès, fut battue lors de l'élection à l'Exécutif du Parti. Elle s'opposa à Felipe Gonzalez. Elle vota même contre lui avec l'appui de quelques organisations de l'intérieur et aussi de l'exil. Mais elle ne réussit même pas à gagner 15 % des voix à la liste de Felipe Gonzalez.

Et, dès le lendemain de la clôture du Congrès, Felipe Gonzalez commença à violer systématiquement les résolutions de ce Congrès afin de provoquer la métamorphose du Parti, afin de convertir un Parti socialiste révolutionnaire marxiste et républicain en un Parti "catch-all-party". "Catch-all-party" est un concept créé par Otto Kirchheimer qui peut se traduire par "Parti monopolisateur", "Parti de tous", "Parti attrape-tout", "Parti de réunion" ou "Parti d'assimilation générale". Ce qui est fondamental à ce sujet, c'est comme l'ont souligné Bianchi et Salvi :

*"Le catch-all-party peut constituer, d'une part, l'étape finale d'un Parti à base populaire, mais d'hégémonie bourgeoise qui, une fois sa phase de création dépassée, tend à adopter des formes de mandarinat ou d'évolution élitiste et, d'autre part, la dégénérescence bureaucratique d'un parti de masses, à caractère de classe, en ce qui concerne la dynamique entre mouvement (de base) existant lors de la phase de création et la "médiation" politico-organisative des nouvelles instances". (20)*

Si l'on compare la définition du PS formulée lors du XXVIIe Congrès et celle approuvée par le XXXIe Congrès (22-24 janvier

1988), l'on constatera ce qui mène d'un Parti marxiste, de masses et de classe à un "catch-all-party", la définition du PSOE est ainsi libellée après modification de l'article 2 des statuts :

*"Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol est une organisation politique de la classe travailleuse et des hommes et femmes qui luttent contre tout type d'exploitation, aspirant à une société libre, égale, solidaire et engagée pour la paix et le progrès de tous les peuples".*

La modification significative effectuée par le XXXIe Congrès sur le texte en vigueur (approuvé lors du XXXe Congrès, celui de 1984), consiste à supprimer la phrase suivante qui prolongeait le terme "classe travailleuse" : "et instrument de celle-ci pour obtenir son émancipation totale par la transformation de la société". Le PSOE ne se définit plus comme *instrument* de la classe travailleuse et ne dit plus que la transformation de la société est le but qu'il poursuit avec cet instrument, afin d'émanciper cette classe. Le XXXIe Congrès a "compensé" cette suppression en ajoutant la petite phrase éthérée "les hommes et les femmes..." déclaration indirecte de sa conversion officielle en Parti inter-classiste.

Comment Felipe Gonzalez a-t-il converti le PSOE en "catch-all-party" ? Nous allons le voir dans le paragraphe suivant.

#### **4/ Le franquisme sociologique en 1977 et les deux stratégies du PSOE : celle du XXVIIe Congrès et celle de Felipe Gonzalez**

Les fameux 40 ans de régime franquiste ont laissé, en 1977, quatre substrats dont le PSOE doit tenir compte pour modeler sa stratégie : 1) une diffusion massive de la télévision dans les foyers espagnols. 2) le franquisme sociologique. 3) le souvenir latent du PSOE et de l'UGT. 4) la nécessité de sortir du franquisme.

Les sociologues Richard Gunther et Juan J. Linz (dont les multiples et coûteuses enquêtes sociologiques de la transition politique dans les douze dernières années ont joué un rôle dépassant largement le cadre académique) ont souligné l'importance stratégique de la diffusion de la télévision dans les foyers espagnols en 1977. Gunther a signalé que :

*"Prenant en compte le caractère pratiquement unique du système des Partis espagnols (créé dans le contexte d'une société moderne industrialisée à l'époque de la télévision), il ne serait pas exagéré de penser que les charmes des leaders politiques furent, comme dans les élections présidentielles aux USA, particulièrement significatif pour les électeurs". (21)*

Linz a dit :

*"L'Espagne, en 1977, 90 % des foyers avaient la télévision et les Partis n'avaient pas besoin des réseaux de militants de quartiers ou de villes pour faire parvenir leur message électoral, ils n'avaient pas besoin de faire campagne aux portes des usines ou dans des associations (qui en Espagne furent du reste toujours faibles ou mort-nées)."*

Au sujet du franquisme sociologique, il faut commencer par rappeler un fait évident : Franco est mort dans son lit, et son corollaire : l'opposition anti-franquiste fut, du vivant de Franco, nettement minoritaire; Rafael Lopez Pintor, sociologue, ex-directeur du Centre d'Investigations Sociologiques, a réalisé une ample étude des nombreuses données relatives à l'opinion publique sous le franquisme et après lui. Dans son livre, *"L'opinion publique espagnole : du franquisme à la démocratie"*, il exprime une série de conclusions sur la culture politique dans les dernières années de l'Espagne de Franco. Il s'agit de données absolument essentielles à la compréhension du processus de sortie du franquisme (et même pour l'actuel de 1988). Il y dit :

*"D'abord, la majorité de la population a des comportements politiques très élémentaires, car fondés sur la désinformation systématique et le recours facile à une réaction autoritaire et défensive (l'ordre comme statu quo, le changement comme risque). De tels comportements viennent moins d'un processus de socialisation ou d'apprentissage politique par des mécanismes formels (ce n'est pas le cas du régime de Franco) que de l'expérience politique et sociale des gens, surtout dans les couches "inférieures" (avec une existence matérielle précaire des dépendances de toutes sortes et la peur comme facteurs de désintérêt et manque de confiance politique). Certains auteurs ont appelé ce secteur, "la majorité indifférente" et d'autres "la majorité absente". La terminologie est secondaire. Le cadre de ce large secteur de la société espagnole se définit avec des frontières diverses selon le genre d'études qui en traitent et les données de base. Mais, en général, si nous essayons de le définir au niveau de facteurs d'autoritarisme et de conservatisme de base à la fin des années 60 et au début des années*

70, on peut dire que la majorité indifférente représente environ la moitié de la population adulte des deux sexes (estimations de Lopez Pintor et Buceta, Lopez Pina et Aranguren, l'équipe de Data). La probabilité d'appartenir à cette catégorie est plus forte chez les femmes, les plus de 35 ans, les secteurs inférieurs de la classe moyenne et de la paysannerie, ainsi que les personnes peu instruites. Indépendamment de la répercussion directe (bien que très grande) du régime autoritaire sur ces attitudes de passivité et de défiance qu'il a suscitées, il faut signaler que ces personnes, dans n'importe quel système social, sont les plus dépendantes et structurellement sujettes à la peur et à la méfiance.

En second lieu, il ne semble pas que la culture politique totalement identifiée avec le régime de Franco -en dehors de celles des élites de ce régime- puisse concerner plus de 15 % de la population et formerait ce qu'il faudrait dénommer "la personnalité autoritaire". Il s'agirait de personnes de plus de 35 ans, de toutes classes sociales, bien qu'en plus forte proportion de la moyenne et ses couches inférieures.

En troisième lieu, la culture politique d'opposition -pro-démocratique avec diverses nuances- constituerait un système d'idées partagé, à un degré plus ou moins important, par 25 à 30 % de la population, avec un pourcentage plus fort dans les zones urbaines. Avec fréquence dans l'analyse d'enquête, les personnes qui partagent ces idées sont plus nombreuses parmi les jeunes (moins de 35 ans), la population urbaine et d'un certain niveau d'éducation. Il s'agit simplement d'un secteur informé, qui s'intéresse à la politique et plutôt actif". (23)

Dans le même livre, traitant alors de la réalité des années 1980, Lopez Pintor affirme :

"A une époque de crise économique et d'intensité politique prolongée (récession, changement de régime, régionalisation de l'Etat, putsch militaire) une société qui pour la première fois accède à des standards vie amplement élevés, pourrait difficilement désirer des changements et innovations radicales. L'on peut aussi dire que la crise économique chronique porte atteinte à la stabilité du régime démocratique de même qu'elle entraîne la détérioration du régime autoritaire et sa substitution graduelle par une démocratie.

Pour ce qui est des valeurs politiques et en citant exclusivement l'évidence scientifique et empirique, les études dont on dispose depuis le milieu des années soixante confirment l'hypothèse que la société espagnole se caractérise par un traditionnalisme culturel et politique très grand avec une part de modernité assez modérée politiquement". (24)

En 1977, on pouvait compter sur le souvenir latent du PSOE et de l'UGT. Un nombre appréciable des jeunes militants de 36 de ces deux organisation étaient encore vivants. Et le souvenir et la tradition de celui qui fut le plus important Parti de gauche de la 2è République, était sans aucun doute encore vivant pour de nombreux enfants et petit-enfants de ces militants. Des enquêtes à posteriori ont démontré le bien-fondé de ces affirmations. Au XXVIIIe Congrès du PSOE, 75 % des délégués de Biscaye, 63 % de ceux des Asturies, 46 % de ceux de Madrid étaient fils de militants socialistes. En 1979, 58 % des électeurs du PSOE étaient d'une famille de gauche. Il y eut une corrélation écologique de 0,65 % entre le vote en faveur du Front Populaire en 1936 et le vote pour le PSOE ou le PCE en 1977.

Enfin, il est clair que le franquisme amenait à une interrogation sur la façon d'en sortir.

Nous insistons sur le fait que ces quatre substrats du franquisme conditionnaient la stratégie à adopter en 1977 par le PSOE. Il y eut deux stratégies : celle fixée dans les résolutions du XXVIIIe Congrès (et que, selon les Statuts, Felipe Gonzalez était tenu d'appliquer) et celle que choisit effectivement Felipe Gonzalez.

La stratégie fixée dans les Résolutions du XXVIIe Congrès était claire (voir le rappel que nous en avons fait au chapitre précédent) : tout en tenant compte du caractère minoritaire de la culture politico pro-démocrate dans la populations espagnole, le Parti devait renforcer son caractère de *mobilisation des masses*, en s'appuyant sur le souvenir historique du PSOE et de l'UGT, afin de susciter la rupture démocratique. Comme l'a dit Alexandre Dumas fils : "*Les majorités ne sont que la preuve de ce qui existe, les minorités sont souvent le ferment de ce qui sera*". Et d'autre part, il était tout à fait plausible que dans le bouillonnement d'expectatives de l'Espagne de 1977, une action énergique attirerait une bonne partie de la majorité aliénée par le franquisme.

L'on trouve une preuve supplémentaire que cette stratégie était bien celle fixée dans les *Résolutions* du XXVIIe Congrès, dans cet extrait de la *Résolution* sur les nationalités :

*"Le PSOE est totalement conscient que le processus révolutionnaire auquel il prête son concours au sein de l'Etat espagnol est intimement lié à la lutte pour la conquête des libertés des peuples qui composent*

Mais celle-ci ne fut pas la stratégie choisie par Felipe Gonzalez, ne tenant pas compte d'aucune discipline ni de ses obligations comme Secrétaire Général du Comité Exécutif du PSOE (qui se nomme Exécutif car, selon les statuts, il doit *exécuter* les Résolutions de ce Congrès).

La stratégie de Felipe Gonzalez fut très différente, celle de Felipe Gonzalez ou de ceux qui agissent à travers lui. L'évidence des résultats historiquement vérifiables démontre que la stratégie suivie par le PSOE de Felipe Gonzalez était au service des intérêts des Etats-Unis en tant que *caput imperii* du bloc dit occidental. L'influence décisive dans ce sens émane du SPD allemand, d'une importance notable dans la vie du PSOE lors du premier semestre 77.

Quels étaient les objectifs de cette stratégie ? Ils étaient complexes :

a) Réaliser une intense campagne de mobilisation de masse, en s'appuyant sur la mémoire historique inhérente au PSOE et à l'UGT et sur quarante ans de dénigrement du PCE, pour empêcher que le PCE devienne la force hégémonique de la gauche espagnole.

b) Lier le PSOE au Régime Monarchique de façon que sa participation à la Réforme Politique d'Adolfo Suarez légitime celle-ci et fournisse aux classes dominantes un interlocuteur vis-à-vis des classes dominées.

c) Obtenir que le PSOE devienne l'alternative de gauche du système, avec dans un second temps (les Pactes de la Moncloa) une contre-partie : la démobilisation des masses, en canalisant la dynamique de celle-ci vers les seules voies institutionnelles et en leur faisant accepter les sacrifices nécessaires afin que le capital puisse renflouer son taux de bénéfice.

Pour atteindre ces objectifs (comme ce fut le cas), il était nécessaire que Felipe Gonzalez remodèle le PSOE pour en faire son PSOE et qu'il puisse mener de front le double mouvement (mobilisation des masses/démobilisation des masses) tout en disqualifiant la ligne marxiste et révolutionnaire émanant du XXVIIe Congrès. Nous allons voir comment il y parvint.

## **5/ Ce que fit Felipe Gonzalez avec le PSOE. En 1977 : mobiliser et démobiliser, occulter sa définition marxiste et révolutionnaire, tenter un "Catch-all-party".**

Ce que fit Felipe Gonzalez lors du premier semestre 1977 fut, avant tout, transformer le PSOE en son PSOE. Nous avons déjà parlé de l'escamotage des Résolutions du XXVIIe congrès, mais pour cela il était indispensable d'ensevelir la majorité marxiste et révolutionnaire qui les avait votées sous un plat de nouveaux membres du Parti. Une argutie réglementaire permit à Felipe Gonzalez de ne pas tenir compte de l'injonction de faire présenter tout nouvel affilié par deux anciens et de faire accepter (après débat préalable) toute nouvelle affiliation par la "Asamblea de la Agrupacion". Des cartes du PSOE (légalisé le 17 février 1977) furent ainsi distribuées à tout venant.

S'affilièrent au PSOE un flot de curés, fonctionnaires, fascistes recyclés et toutes sortes d'individus qui prétendaient effacer ainsi leur passé franquiste ou qui, simplement, sentaient que l'avenir était "là". Ce flot de nouveaux militants manquait, évidemment, de formation idéologique, méconnaissait le fonctionnement du Parti et souhaitait ardemment satisfaire les chefs. Ils summergèrent littéralement la majorité marxiste et révolutionnaire du XXVII congrès. Son ardent désir d'obtenir des mérites permit à Felipe Gonzalez de court-circuiter, avec le soutien de la nouvelle majorité d'affiliés, les Résolutions du XXVIIe Congrès.

Les chiffres sont éloquentes. Tous ceux qui ont été publiés s'accordent à fixer un nombre de 8000 adhérents du PSOE en décembre 1977 (au XXVIIe congrès, les chiffres officiels avancés lors des élections nominales étaient supérieurs à 10000, mais sûrement gonflés par A. Guerra pour amoindrir le poids des 2000 affiliés du PSOE historique qui se joignirent aux autres lors du Congrès, dirigés par Alfonso Fernandez Torres, Président National, et Gusto de la Cueva, Secrétaire Général du Groupe Socialiste Madrilène).

Les chiffres varient ensuite selon les sources mais coïncident énormément : Tezanos (26) dit qu'avant les élections de 1977 les affiliés étaient 51552, Gunther (27) parle de plus de 50000 à la

veille des élections de 1977 et Caciagui mentionne "près de 60000 en avril 1977". Par rapport au XXVIIe congrès, les adhérents ont quintuplé.

Felipe Gonzalez put ainsi ne pas tenir compte en toute tranquillité des Résolutions du XXVIIe congrès. Il remplaça la rupture démocratique par la rupture pactisée, faisant fi des conditions exigées par le Congrès pour participer aux élections (par exemple la condition importante de dissoudre les corps répressifs franquistes). Et il pactisa avec Suarez le système électoral décisif des listes fermées et bloquées (clé pour la domestication des parlementaires et des Partis politiques).

Il ne tint pas compte aussi d'une autre décision du Congrès spécifiant dans ces statuts l'obligation d'appliquer la proposition de la délégation madrilène pour la désignation de candidats aux élections. Il constitua des listes électorales lui garantissant un Groupe Parlementaire soumis, docile, surobéissant qui, législature après législature, s'est vu décerner le titre de "culéparlantes" ou "aprietabotones".

Et surtout, il n'appliqua pas les décisions du congrès au sujet des messages et de la mise en oeuvre de la Campagne électorale. Toute ressemblance des messages de la Campagne électorale avec les textes du XXVIIe Congrès fut pure coïncidence.

Certainement, les militants et sympathisants menèrent une énergique campagne de rues et de meetings, qui fit le lien avec les résidus historiques du PSOE et de l'UGT dans les mémoires. Mais les meetings (comme celui de fin de campagne à Madrid, au terrain de football du Rayo Vallecano où des dizaines de milliers de personnes reprenaient avec flamme le slogan "*España mañana será republicana*" ("*Demain l'Espagne sera républicaine*") alors qu'ondoyait d'un bout à l'autre du stade un gigantesque drapeau républicain), n'avaient pas grand chose à voir avec les messages diffusés par les grands médias.

Les technocrates allemands, les techniques allemandes et les fonds canalisés par les Allemands (chapeautés par Dieter Koneicky de la fondation Friederic Ebert du S.PSOED.) furent décisifs quant à la forme, l'exécution et le financement de la campagne.

Entre le 1er et le 11 mars 1977, deux journalistes réalisèrent un

long entretien avec Felipe Gonzalez, entretien reproduit dans le livre de poche Felipe Gonzalez, profil humain et politique, publié par les Editions Cambio16 et dans la collection "Políticos para unas elecciones". Trois mois après le XXVIIe congrès, Felipe Gonzalez se plaignait déjà de la définition du PSOE comme marxiste :

*"D'autre part, je crois - en mon nom personnel et il est très difficile de le faire ainsi - que c'est une erreur, même avec des explications ou des nuances, de définir, cent ans après, le Parti comme marxiste-démocrate, car cela permet à toute la droite de ce pays de diviser le monde politique en marxistes et non marxistes, ce qui devient un jeu terrifiant. Il serait relativement facile d'expliquer que le marxisme est une méthodologie si nous disposions d'un grand appareil de communication de masse. Comme il n'y a pas de possibilités de l'expliquer, c'est une arme qui se retourne contre le Parti".*

Deux années plus tard, le sociologue TEZANOS reconnaissait

*"Ce que la propagande socialiste avait établi aux élections de 1977 et 1979 : c'est-à-dire la conception du PSOE comme Parti à définition idéologique large, où pouvaient se sentir intégrés - et ils l'ont été de fait - aussi bien socio-démocrates que marxistes non dictatoriaux. A son tour, la propagande socialiste - dans son programme électoral, ses appels, les déclarations de ses leaders et candidats - vise à englober - et à obtenir l'appui - tant de secteurs sociaux spécifiques (femmes, jeunes, retraités, etc.) que de classes sociales et secteurs concrets (ouvriers, agriculteurs, professionnels, autonome, employés de bureau et autres secteurs des "classes moyennes", petits propriétaires industriels et de services, etc.)" (30)*

Ce texte de Tezanos (qui faisait partie du Comité Exécutif du PSOE au XXXIe Congrès) est très révélateur à deux niveaux. Premièrement en ce qui concerne le caractère délibéré de "catch-all-party" donné aux campagnes électorales de 1977 et 1979. Deuxièmement pour le cynisme et l'insolence politique de Felipe Gonzalez et ses collaborateurs. Car Tezanos publie ce texte entre le XXVIIIe Congrès et le Congrès Extraordinaire de septembre 1979 et l'écrit après avoir dit que la polémique (sur la définition marxiste du PSOE) "ne fait que déboucher sur la prise de position interne, en l'amplifiant, des militants socialistes, sur ce que la propagande socialiste avait déjà instauré lors des élections de 1977 et 1979".

Tezanos confessa là indirectement que la propagande électorale du Parti en 1977 et 1979 violait les résolutions en vigueur du XXVIIe Congrès et mentait sur la définition officielle du Parti, alors que tous les militants et surtout les élus étaient tenus de les exécuter et les défendre.

Le 21 juillet 1977, un militant situé à l'extrême-gauche du PSOE, Justo de la Cueva, dénonçait dans une tribune libre de *El País* la manipulation tendancieuse de la campagne électorale du PSOE :

*"Il semble évident que des cinq millions de voix que nous avons obtenues toutes ne l'ont pas été en faveur du marxisme, de la révolution, la lutte de classes ou la République. C'est logique puisque ce n'est pas ce que nous avons proposé, en tant que Parti, lors de la campagne électorale. Notre premier secrétaire, Felipe Gonzalez, a parlé trente minutes à la télévision. Et dans ces trente minutes, il ne prononça pas une seule fois les mots "marxisme", "révolution" ou "République", ni "lutte de classes". Ils n'ont pas été écrits non plus une seule fois, ni dans la profession de foi, ni sur les panneaux électoraux, ni dans le fascicule "Programme électorale du PSOE", ni sur les affiches que nous avons distribuées ou collées par millions.*

*Il est clair, cependant, que dans les conclusions approuvées lors du XXVIIe Congrès le rapport politique (inspiré par la proposition des socialistes madrilènes) réaffirmait que le PSOE est un "Parti de classe et donc de masses, marxiste et démocratique" toujours lié "à la perspective de la révolution socialiste". Il est clair aussi qu'une autre conclusion approuvée fut que "le PSOE propose l'instauration d'une République fédérale de travailleurs, formée de tous les peuples de l'Etat espagnol". Mais ceci n' a pas été dit aux électeurs lors de la campagne électorale.*

*Nous pouvions en tant que militants demander des comptes à Felipe Gonzalez et à "l'appareil" du Parti pour avoir écarté les conclusions du congrès. Mais nous ne pouvons pas demander des comptes aux électeurs qui n'ont pas su que ce qui leur a été présenté lors de la campagne ne correspond pas à la ligne politique approuvée par l'organe suprême du Parti (31).*

Le 29 juin 1977, Felipe Gonzalez déclarait au quotidien *Ya* :

*"Les intérêts que le PS défend sont les intérêts de la classe qui travaille, ce qui ne veut pas dire que dans le Parti il n'y ait pas une composante interclassiste."*

Lors du deuxième semestre 1977, Felipe Gonzalez met en marche

la phase démobilisatrice de sa stratégie : il signe les Pactes de la Moncloa. Près de deux ans plus tard, dans le discours d'ouverture du XXVIII<sup>e</sup> Congrès, il fait une autocritique modérée de cette signature :

*"Les réformes socio-économiques auraient dû être exigées à l'aide d'une pression sociale plus forte. En ligne générale, on peut dire que nous avons légitimé la ligne politique gouvernementale. Sans avoir exigé les contre-parties nécessaires à la progression plus efficace de la gauche.*

*Si vous voulez, nous avons eu confiance en un gouvernement qui ne méritait pas cette confiance, comme le démontre le fait qu'il n'a pas réalisé la majorité des contre-parties prévus dans les accords de la Moncloa et encore les engagements oraux faits aux peuples et aux Partis.*

*Il est vrai que parallèlement à cette erreur, et qui la complète, nous en avons commis une autre de grande importance stratégique. Tenaillés par la préoccupation d'une transition politique extraordinairement difficile et délicate, accablés de tensions et de menaces, nous n'avons pas su rallier le peuple, par la mobilisation, par un explication continue suscitant l'enthousiasme et la participation, à la construction de la nouvelle démocratie et au respect des programmes négociés. Nous en avons déjà payé surtout le prix par le renforcement de l'abstention et la mise à l'écart du processus de changement d'un secteur considérable de la société."(32)*

**6/ 1978 : Felipe Gonzalez donne un coup de pouce illégal pour forcer le PSOE à voter une constitution monarchique, pro-capitaliste, sous tutelle de l'armée franquiste et qui ne résout pas le problème basque.**

Lors du premier trimestre 1978, les problèmes s'accumulent pour Felipe Gonzalez. D'abord la démobilisation des masses imposée par Felipe (avec l'importante complicité de Santiago Carrillo et le PCE, il ne faut pas l'oublier) et la couardise entretenue par les directions politiques provoquèrent ce que José Maraval (sociologue, idéologue du PSOE de Felipe Gonzalez, Ministre de l'éducation dans son gouvernement, réadmis à l'Exécutif du Parti au

XXXIe Congrès de 1988) a nommé "une apathie importante dans de larges secteurs de la population"(33). Il l'a appelé aussi *désenchantement*. Dans le même livre, Maravall, parlant des concessions du PSOE pour les pactes de la Moncloa, affirme que :

*"Cette politique conciliatrice facilement expliquée par les Partis et le gouvernement ne peut préserver l'intérêt politique considérable suscité par les élections de 1977.*

*Une vague de désenchantement sembla se propager durant la seconde période de la transition vers la démocratie."* (34)

Dans la même page, Maravall expose les espoirs volontaires du PSOE à ce sujet, de telle façon qu'en réalité il explique pourquoi de tels espoirs étaient sans fondement :

*"Le PSOE considérait que la tendance à l'apathie politique pourrait s'inverser quand les citoyens commenceraient à voir que la démocratie ne se résumait pas à l'activité ancienne du Parlement et en élections occasionnelles. Le désenchantement et le scepticisme ne devaient pas être la répétition fataliste et inévitable de ce qui avait eu lieu après la Constitution libérale de 1812, commenté par Marx et Engels de cette manière : «L'enthousiasme politique avait suscité l'expectative d'un changement draconien des misères quotidiennes, pour aboutir à la désillusion et à la rancœur»".* (34)

Felipe Gonzalez devait s'affronter à cette apathie, ce désenchantement, cette désillusion et cette rancœur qui fleurissaient aussi dans le PSOE. Caciagli affirme qu'en 1978, les adhérents baissèrent à 70 000 (alors qu'en juin 1977, 100 000 cotisaient et beaucoup d'autres possédaient la carte). Il ajoute que :

*"Je veux souligner que la vague d'adhésions fut incontrôlée et se produisit sans prendre en compte les problèmes de formation et d'organisation. L'augmentation d'adhérents ne signifia pas réellement une nouvelle vigueur pour le Parti et ne servit pas non plus à renforcer sa présence dans le tison social".* (35)

Le témoignage du journaliste Eduardo Chamorro est précieux. Précieux car il se trouve dans un livre quasi hagiographique, d'adulation servile au leader (*Felipe Gonzalez. Un homme dans l'attente*). Chamorro écrit :

*"Du point de vue de l'enthousiasme des nouveaux adhérents, leur envie de travailler dans un Parti qu'ils supposaient neuf, jeune, vigoureux, plein de brio et d'illusions, ne trouva aucun interlocuteur.*

*Rien n'étant prévu pour encadrer, orienter, informer les nouveaux arrivants dans une politique de portes ouvertes. Et les gens de bonne volonté se retrouvèrent sans aucune tâche à accomplir. Ils cotisèrent donc deux mois et décidèrent de retourner chez eux dans l'attente d'une offre plus ferme." (36)*

Cette situation était, certainement, due à l'incompétence et à l'incapacité du Secrétaire à l'organisation Alfonso Guerra (un homme qui par ses mystères de la misérable politique espagnole jouit d'une double réputation non fondée : celle d'homme cultivé et bon organisateur). Mais c'était surtout la conséquence inévitable d'une politique délibérée de démobilisation des masses espagnoles qui obligeaient à vider de tout contenu l'action des Partis politiques pour se consacrer aux jeux occultes dans les institutions.

Felipe Gonzalez essuya lors du premier semestre 1978 une terrible défaite. Aux élections syndicales de janvier à mars, les Commissions ouvrières (CCOO) battirent largement l'UGT. Jamais l'on ne connut les résultats définitifs, mais diverses estimations donnaient aux CCOO 38 à 44 % de délégués élus et 27 à 31 % à l'UGT. Les estimations officielles (de l'Etat), concédaient 35,8 % aux CCOO et 22,7 % à l'UGT. La télévision, si favorable à Felipe pour les élections de 1977, comptait beaucoup moins dans des élections syndicales et la présence combative dans les entreprises durant les années du franquisme des hommes et femmes des CCOO, était un avantage imbattable face à l'absence (les "40 ans de vacances") de l'UGT. Le PSOE ne put reproduire sur le terrain syndical l'avance prise sur le PCE aux législatives. Inévitablement, le poids homogène du PSOE de Felipe dans la gauche espagnole souffrit une dévaluation.

Il est certain que la conception de la campagne électorale avait personnifié le PSOE en la personne de Felipe Gonzalez. Tout le bénéfice politique créé par le travail de milliers de militants et accumulé par l'histoire centenaire du PSOE se retrouvait ainsi accaparée par un seul homme. Ce qui lui donnait un pouvoir évident dans le Parti et dans la vie politique globale. Mais le double jeu compliqué de la campagne électorale (mobilisation de masses d'une part, stratégie du *catch-all-party* dans les médias d'autre part) avait suscité des résultats ambigus dans l'opinion publique et dans la spécificité des électeurs du PSOE.

Il était évident que, chaque fois plus, lePSOE se personnifiait en Felipe. Mais un enquête de Linz démontrait qu'en 1978, 61 % des électeurs du PSOE le définissaient encore comme républicain, alors que 24 % lui déniaient ce qualificatif, 62 % le définissaient comme social-démocrate contre 20 %. SEULS 31 % affirmaient que le PSOE n'était pas marxiste contre 53 % qui le qualifiaient de marxiste. 49 % niaient qu'il défendait les valeurs chrétiennes contre 32 % qui pensaient le contraire. (37)

Même le numéro de janvier 1978 de la revue *Sistema*, contrôlée par le PSOE, publiait l'affirmation tranchante d'Alfonso Guerra dans un débat récent :

*"Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol a été, dès ses débuts, un parti marxiste dans le sens le plus pur du mot ; il a été le seul parti basé sur une déclaration de principes marxistes"* (38). Et le ralliement du PSP au PSOE dans les premiers mois de 1978 supposait l'incorporation d'un groupe d'hommes qui, en commençant par Tierno Galvan, devaient être plus marxiste que ceux du PSOE.

Le grave problème posé à Felipe Gonzalez début 1978 était qu'il savait déjà qu'il devait amener le PSOE et ses électeurs à voter une Constitution Monarchique (sans avoir rétabli la IIe République supplantée par Franco et sans même avoir donné au peuple espagnol le choix entre Monarchie et République), une Constitution pro-capitaliste. Et une Constitution qui, dans son article 8, incluait la prérogative insolite, absolument originale, donnée à l'Armée franquiste de "garantir" l'ordre constitutionnel. Sans entrer dans d'autres détails (par exemple celui très important de la non-reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples de l'Etat espagnol, pour ne pas aggraver le "problème basque"), tout cela supposant que Felipe Gonzalez devait demander aux électeurs du PSOE de faire le *contraire* de ce qui lui avait été fixé par l'organe souverain du Parti (le Congrès du PSOE) : les *Résolutions* du XXVIIe.

Avec la circonstance aggravante que suivant les Statuts (ayant acquis force de loi par leur inscription au Registre des Associations Politiques), le XXVIIIe Congrès du PSOE devait se tenir au plus tard le 8 décembre 1978.

Felipe Gonzalez devait obtenir un retournement des positions du

Parti pour que le XXVIIIe Congrès remette en cause les Résolutions du XXVIIe et se résolve à passer sous les fourches candines de la constitution.

Confiant dans le pouvoir que la concentration de plus value politique sur sa personne lui conférait, confiant dans sa certitude que chaque fois plus c'est lui qui était le PSOE, Felipe Gonzalez s'attache à obtenir que le PSOE dise blanc là où il avait dit noir.

Le 15 janvier 1978, *El País* publiait un long entretien de trois pages avec Felipe Gonzalez, où il disait :

*"Notre Parti est Républicain, on le sait longuement, mais, comme nous avons dit, il acceptera la volonté majoritaire du peuple... Ce qui intéresse le PSOE c'est de démontrer qu'il est toujours un parti républicain et qu'il continuera à l'être, mais qu'en même temps, il respectera la volonté populaire".*

Jusque là, Felipe respecte la Résolution du XXVIIe Congrès bien qu'on puisse lui faire remarquer qu'il n'explicite pas que le PSOE "propose l'instauration d'une République fédérale" comme le précise la Résolution. Mais à la ligne suivante, Felipe effectue son escamotage. Le XXVIIe Congrès avait décidé que "le PSOE réaffirme sa vocation républicaine, mais acceptera la décision du peuple sur la forme de l'Etat". Ce que Felipe dit à *El País*, c'est : "Si celle-ci (la volonté populaire) qui aujourd'hui indubitablement est représentées aux Cortes, s'exprime pour la forme monarchique du Gouvernement, le Parti respectera cela". Felipe substitue la décision du peuple par la décision des représentants. Il substitue la procédure classique de consultation sur la forme de l'Etat (le Référendum, le plébiscite) par une élection aux Cortes qui sera, comme il le sait, favorable à la Monarchie. Sachant que le système électoral vicié de Suarez, qu'il a accepté, a donné une majorité de sièges à une minorité de votes.

Au début du printemps 1978, un journaliste du PSOE, Antonio Guerra (qui a dirigé *El Socialista* en 1977), effectue le dernier entretien de Felipe à paraître avec plusieurs autres dans un livre aussi hagiographique et servilement adulateur. En la relatant, il dit:

*"Je demandai à Felipe qu'il fallait se décider, une fois pour toute, à donner l'interprétation du PSOE sur le concept d'économie marxiste, jusqu'à quel point ce Parti est disposé à la défendre..."*

La réponse de Felipe Gonzalez enterre encore plus la ligne politique du XXVIIe Congrès :

*"D'après le premier secrétaire du PSOE, il faut faire un grand effort d'imagination, et il faut dire que, jusqu'à présent, il n'existe pas d'alternative valable pour les libertés et la conception d'une société réaliste, en marge de l'économie de marché. Il affirme que la liquidation de l'économie de marché suscite un processus d'autoritarisme, historiquement inévitable jusqu'à présent". (39)*

Mais Felipe Gonzalez joue son plus mauvais tour le 8 mai 1978 à Barcelone. Au cours d'un repas avec cinquante journalistes, il annonce qu'il va demander au prochain congrès du PSOE la suppression du terme *marxiste* du programme, de la définition du Parti et des *Résolutions*. Le scandale est révélé les jours suivants, Felipe le confirme dans de nombreuses entrevues à plusieurs médias. Le quotidien *Ya* du 10 mai 1978 publie :

*"La social-démocrate n'est que le fruit de l'évolution de la classe travailleuse. C'est une erreur pour un Parti socialiste de s'affirmer marxiste car ce terme a été utilisé d'une manière péjorative par la droite... Je serais enchanté de pouvoir dire que je ne suis pas marxiste, mais j'ai encore mes racines dans Marx... Si nous voulons transformer la société, nous devons arriver au pouvoir et pour cela, il nous faut huit millions de voix. Nous n'avons pas d'autres choix que d'élargir notre base vers la droite".*

On ne peut plus clair. Il déclare à la revue *La Calle* (n° 8 -16 au 22 mai 1978) : *"Je souhaiterais que lors de notre prochain Congrès disparaisse le terme marxiste... je ne vois aucun inconvénient à être appelé social-démocrate".*

Felipe Gonzalez avait mal évalué la solidarité de la "vielle garde" du PSOE qu'il croyait neutralisée par les nouveaux adhérents. Une tempête de réactions partit de la base. Les cellules votaient des motions de critique et de censure qu'elles communiquaient à la presse. Tierno Galvan, à l'époque Président honoraire du PSOE déclara à *El País* que : *"Au Parti nous sommes marxistes... comme cela a été définie par le XXVIIe Congrès où il fut établi que le Parti était marxiste et cela ne peut s'altérer".* Deux députés (Alfonso Fernandez Torres, ex-président du PSOE "historique" et Virtudes Castro) ainsi que 66 militants rendent public un *"Manifeste du courant marxiste et révolutionnaire du PSOE"*. Ce manifeste sera le texte de base du rapport marxiste approuvé l'an-

née suivante au XXVIIIe Congrès et qui provoqua la démission de Felipe. Les signataires constituèrent ensuite Pro-Marx, une société anonyme (Promociones Marxistas SA) avec 50 000 actions d'une peseta, comme outil pour se réunir et s'organiser. La revue *Posible* fait apparaître un numéro avec en couverture Felipe et intitulé "*Felipe trahit le PSOE. Rébellion des bases socialistes*".

Felipe comprend que la situation n'est pas mûre pour ses projets. Il comprend aussi qu'il ne peut risquer que la célébration du XXVIIIe Congrès coïncide avec le processus d'approbation de la Constitution aux Cortès et avec le référendum. Il emploie donc les grands moyens. Il donne un coup de pouce illégal. Il fait en sorte que le Comité fédéral du PSOE, qui lui est acquis, approuve en session ordinaire, les 1 et 2 juillet 1978, le report du Congrès du PSOE jusqu'en mai 1978. C'est un coup de pouce illégal car le délai ferme de deux ans fixé pour la célébration du Congrès figure dans les Statuts votés par le XXVIIe Congrès. Et l'article 34 précise que le Comité Fédéral ne peut en aucun cas altérer les résolutions des Congrès précédents. Le report est anti-statutaire, et donc illégal, car les statuts ont acquis la force de loi avec la législation du Parti. Le report du Congrès prolonge simultanément le mandat de Felipe, également de façon anti-statutaire et illégale.

Ceci est précisément l'argument utilisé par le gérant de Pro-Marx, Justo de la Cueva, lors de la publication en août 1978 d'une lettre où il démissionne du PSOE et déclare que Felipe Gonzalez a usurpé illégalement sa charge de Premier Secrétaire. La dissidence s'agite à l'intérieur du PSOE. Mais il s'agit d'une "affaire d'Etat" et les médias couvrent Felipe.

Quand la Constitution est votée aux Cortès, les députés et sénateurs du PSOE votent le oui, violant ainsi la discipline du PSOE car ils le font en contradiction avec les résolutions en vigueur du dernier congrès. Mais Felipe a converti le PSOE en pièce-clef de la Réforme politique, du système monarchique. Un autre gérant de Pro-Marx, Carlos Martin Ramirez, fait preuve d'un humour certain en chargeant un notaire d'intercéder auprès de la Commission des Conflits pour entamer une procédure d'expulsion contre Felipe Gonzalez et tous les députés et sénateurs du PSOE pour violation grave de la discipline du Parti avec pour preuve la relation du vote nominal de la Constitution publiée par le Bulletin

des Cortes. Naturellement, ce fut Carlos Martin Ramirez lui-même qui fut expulsé.

Le 6 décembre 1978, la Constitution est approuvée au Référendum. Mais le désenchantement et l'apathie ont notablement augmenté le taux d'abstentions. Et au Pays Basque, la Constitution a été rejetée avec seulement 31 % de oui sur le total des inscrits. Le rideau est tombé sur le premier acte de la Réforme Politique de Suarez.

## **7/ Le rôle sinistre joué par le PSOE de Felipe Gonzalez au service des classes dominantes de l'Etat espagnol et de leur réforme politique.**

Que supposa pour la classe ouvrière et les autres classes dominées de l'Etat espagnol, cette collaboration du PSOE pour la consolidation de la Réforme Politique de Suarez, pour la conversion de l'appareil d'état franquiste. Les chercheurs Margarita Ayestaran et Justo de la Cueva ont publié une analyse de classe de ce phénomène.

Entre autres choses, il y est dit sur la Réforme politique dans l'ensemble de l'Etat espagnol :

*"Le plus grand succès de l'opération fut d'avoir trouvé dans le bloc des classes exploitées les éléments prêts à y participer. C'était difficile car ils devaient faire partie des classes exploitées, être connus et y avoir de l'influence. Et aussi, être disposés à les tromper et les trahir, à leur faire croire qu'elles luttaient pour leurs intérêts alors qu'elles accédaient aux désirs et aux directives du bloc de classes dominantes. Ils les trouvèrent. Tant le PSOE et le PCE que l'UGT et les CCOO. La Réforme Politique se proposait d'adjoindre aux nouvelles institutions politiques (Congrès et Sénat espagnols, Parlements Régionaux, Députations et Municipalités "démocratiques"), des représentants reconnus des classes exploitées agissant comme interlocuteur du Capital. Afin de permettre au Capital d'établir le dialogue avec des organisations (Partis et syndicats) des classes exploitées qui soient à la fois dociles et "majoritaires". Car en étant à la fois "dociles et majoritaires"... ils permettraient au capital de contrôler les classes exploitées à travers ces organisations... Ils permettaient au Capital*

*de discipliner les classes exploitées, de les soumettre, de leur faire admettre et accepter des sacrifices.*

*Pour qu'elles soient majoritaires, le Capital devait promouvoir et récompenser les organisations dociles en leur donnant des atouts, en les appuyant de tout le poids des médias ; avec l'objectif de faire mordre à l'hameçon les classes exploitées et les encadrer dans ces organisations, évitant au Capital le danger des aventures et des incertitudes de l'action ouvrière spontanée (grèves "sauvages", assembléisme, etc.)*

*Ces organisations devinrent la pièce-clef de la réforme politique. Jouant deux nouveaux rôles nécessaires au Capital. L'un : agir comme briseurs de grève et policiers, comme appui et alibi, comme complices et soutien du pouvoir bourgeois, pour isoler et marginaliser les Partis et Syndicats qui ne se laissaient pas acheter et pour donner une "crédibilité démocratique" au régime vis-à-vis de l'extérieur. L'autre : agir comme propagandistes et défenseurs des intérêts du Capital dans la classe ouvrière et les autres classes exploitées. Le discours de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière prononcé par des voix ouvrières. La signature et la défense des pactes sociaux (Moncloa, AMI, ANE). Vendre les intérêts des ouvriers et en plus les convaincre que c'est pour leur bien. Le Capital a réussi : il a augmenté la fabrication du produit le plus caractéristique du système capitaliste : les chômeurs. Il a obtenu la réduction des salaires, la diminution du prix à payer pour la force de travail. Il a réussi à détruire la capacité productive, en fermant des centaines (oui, des centaines) de milliers d'entreprises pour orienter le Capital dans des activités (ou aires géographiques) procurant plus de bénéfices. Et tout cela avec le consensus des Partis et syndicats ouvriers majoritaires." (40)*

## **8/ 1979 ou le chantage. La démarxisation du PSOE - Le début de sa reconversion en parti garde-manger**

Le premier trimestre 1979 représente un terrible échec pour le PSOE de Felipe Gonzalez. Felipe Gonzalez croyait fermement qu'il gagnerait les élections convoquées pour le 1er Mars. Ses petits calculs prenaient en compte la fusion en 1977 du PSP de Tierno Galvan et d'autres Partis socialistes au PSOE. En additionnant les notes obtenus par chacun en 1977, cela faisait plus de 6

millions. Il comptait ensuite sur la stratégie de sa campagne électorale. Une fois de plus, mais de façon moins ouverte qu'en 1977, c'était la campagne d'un *catch-all-party*.

Richard Gunther, Giacomo Sani et Goldie Shabad ont écrit :

*"Le PSOE se fixa comme objectif pour la campagne de 1979 de toucher d'amples secteurs de l'électorat espagnol définis comme secteurs sociaux de la classe moyenne". (41)*

Ils racontent comment un dirigeant du PSOE leur signale que :

*"Après les élections (de 1977) Felipe Gonzalez décida que nous devons élargir la base du Parti en attirant, en particulier, les petits agriculteurs, les petits patrons et membres des professions libérales." (42)*

Ils commentent que :

*"Le plus surprenant était que dans le contexte général d'une campagne de type catch-all, il fallait mettre la plus grande énergie à s'efforcer de gagner le ralliement des classes moyennes." (43)*

Felipe et Guerra placèrent leurs espoirs dans la télévision et la personnalisation de la campagne. Guerra avait dit au Parti : *"S'il y a des mécontents, qu'ils s'en aillent, car je choisirai 5 mn de télévision plutôt que 10 000 militants de base"*. La personnalisation de la campagne était totale. Felipe était le PSOE et le PSOE était Felipe. Il y avait une seule affiche électorale : un poster en noir et blanc à l'effigie de Felipe (avec les tempes grisonnantes peintes artificiellement selon certains) et divers slogans qui parlaient de "fermeté", "honnêteté", "sécurité". Les élections étaient législatives mais avaient l'apparence de présidentielles. Felipe les perdit mais la *personnification* du PSOE sur son image fut répercutée à des millions d'exemplaires.

Le programme électoral était archi modéré et, naturellement, n'avait rien à voir avec les Résolutions du XXVIIe Congrès. Ce qui fut, comme il se doit, rappelé par les adversaires du PSOE qui, vu l'impossibilité de trouver en librairie le livre reproduisant les Résolutions, commençaient à accuser le PSOE de l'avoir retiré de la vente.

Huit millions d'exemplaires de l'opuscule reproduisant la version résumée du programme électoral furent répartis. Le plus remarquable de cet opuscule était un poster détachable, qui voulait

*de discipliner les classes exploitées, de les soumettre, de leur faire admettre et accepter des sacrifices.*

*Pour qu'elles soient majoritaires, le Capital devait promouvoir et récompenser les organisations dociles en leur donnant des atouts, en les appuyant de tout le poids des médias ; avec l'objectif de faire mordre à l'hameçon les classes exploitées et les encadrer dans ces organisations, évitant au Capital le danger des aventures et des incertitudes de l'action ouvrière spontanée (grèves "sauvages", assembléisme, etc.)*

*Ces organisations devinrent la pièce-clef de la réforme politique. Jouant deux nouveaux rôles nécessaires au Capital. L'un : agir comme briseurs de grève et policiers, comme appui et alibi, comme complices et soutien du pouvoir bourgeois, pour isoler et marginaliser les Partis et Syndicats qui ne se laissaient pas acheter et pour donner une "crédibilité démocratique" au régime vis-à-vis de l'extérieur. L'autre : agir comme propagandistes et défenseurs des intérêts du Capital dans la classe ouvrière et les autres classes exploitées. Le discours de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière prononcé par des voix ouvrières. La signature et la défense des pactes sociaux (Moncloa, AMI, ANE). Vendre les intérêts des ouvriers et en plus les convaincre que c'est pour leur bien. Le Capital a réussi : il a augmenté la fabrication du produit le plus caractéristique du système capitaliste : les chômeurs. Il a obtenu la réduction des salaires, la diminution du prix à payer pour la force de travail. Il a réussi à détruire la capacité productive, en fermant des centaines (oui, des centaines) de milliers d'entreprises pour orienter le Capital dans des activités (ou aires géographiques) procurant plus de bénéfices. Et tout cela avec le consensus des Partis et syndicats ouvriers majoritaires." (40)*

## **8/ 1979 ou le chantage. La démarxisation du PSOE - Le début de sa reconversion en parti garde-manger**

Le premier trimestre 1979 représente un terrible échec pour le PSOE de Felipe Gonzalez. Felipe Gonzalez croyait fermement qu'il gagnerait les élections convoquées pour le 1er Mars. Ses petits calculs prenaient en compte la fusion en 1977 du PSP de Tierno Galvan et d'autres Partis socialistes au PSOE. En additionnant les notes obtenus par chacun en 1977, cela faisait plus de 6

représenter la vie sous un gouvernement PSOE. Il représentait le lac de Retiro et en style *naïf*, on trouvait reproduits 42 arbres, 36 enfants, 16 colombes, 7 canards, 5 ballons de foot, 3 balles, 2 chiens, 2 cerf-volants, 2 barques, 2 raquettes de tennis, 1 flûte et 1 guitare. Tout cela avec beaucoup de couleur, beaucoup d'harmonie et beaucoup de lumière.

La nuit des élections, Guerra donne des instructions pour célébrer la victoire. En plus du champagne étaient préparés des camions de roses à répartir dans les rues.

Le PSOE perdit. Il obtint un peu moins de 5 millions de voix. 120 000 de plus qu'en 1977 mais un demi million de moins que ce qui avait été obtenu séparément par le PSOE, le PSP et autres ralliés.

Un mois plus tard, l'incompétence d'Alfonso Guerra comme organisateur empêcha dans des milliers de municipalités que les électeurs socialistes puissent voter pour des candidats PSOE inexistants. Les voix du PSOE tombèrent à un peu moins de 4 millions 600 000. Un million 400 000 voix de moins que celles obtenues en 1977 par le PSOE, PSP et autres, avant leur fusion.

Malgré cela, 11 019 conseillers municipaux étaient obtenus, nombre important si l'on note qu'Alfonso Guerra avait provoqué l'absence de candidatures PSOE dans plus de la moitié des municipalités (4673 sur 8041). Une rectification précipitée de la phobie anti-communiste de Felipe permit l'Union de gauche municipale et, par elle, l'obtention de nombreuses mairies importants, ce qui permit de camoufler l'échec.

Le fiasco des élections de 1979 devait avoir des conséquences au XXVIIIe Congrès du PSOE célébré au Palais des Congrès de Madrid le 27 mai 1979, à peine 50 jours après les municipales. Felipe Gonzalez avait joué sa carte électorale de la désidéologisation, le catch-all-party, se basant sur l'enquête pré-électorale de janvier l'informant que 19,5 % des électeurs du PSOE de 1977 et 11,6 % de l'électorat étaient d'accord avec ses déclarations sur le marxisme. Seuls 10,1 % des électeurs du PSOE et 12,3 % de l'électorat exprimaient leur désaccord.

Le reste ne les connaissait pas, ne s'y intéressait pas ou ne répondait pas. Même une question truquée (*Vous semblerait-il bien ou mal que le PSOE ne soit plus un parti politique exclusivement*

*marxiste* ? le truc étant l'adverbe exclusivement), recueillait 24,5 % d'électeurs du PSOE de 1977 disant que cela leur semblait bien et 16,9 % que cela leur semblait mal. Dans l'électorat 22 % de bien et 12,3% de mal. (44) Mais la carte électorale ne fut pas profitable. Et le XXVIII<sup>e</sup> Congrès demanda des comptes.

Felipe ne connaissait pas, au début du Congrès, les résultats de deux enquêtes post-électorales de grande ampleur en cours de réalisations en avril et mai. Dans l'une, les électeurs du PSOE se prononçaient à 52 % comme "non-marxistes" contre 19 % de "marxistes" alors qu'une majorité se prononçait encore pour la "République" (33 %) contre 29 % pour la "Monarchie" (45). Dans l'enquête réalisée par le PSOE lui-même, 19,6 % des électeurs du PSOE en mars 1979 et 18 % de l'électorat croyaient que le PSOE était un Parti marxiste contre 41,5 % des électeurs PSOE et 33,4 % de l'électorat pensant que le PSOE était un Parti social-démocrate. Mais au Congrès, c'étaient les militants et non les électeurs qui allaient voter.

Et la surprise éclate, le rapport politique marxiste défendu par Francisco Busteco, devança avec éclat la proposition de Felipe proposant l'abandon de la définition marxiste.

Felipe Gonzalez fit savoir qu'il n'accepterait pas d'être Secrétaire Général avec une telle ligne politique. Busteco, Tierno Galvan et Luis Gomez Llorente commencèrent à avancer le profil d'une candidature pour le Comité Exécutif. C'est alors que se produisit le chantage.

Dans une dramatique réunion à huit-clos, où seuls participèrent les responsables de délégations et les responsables de la sécurité du Congrès, Tierno Galvan dut communiquer aux délégués un double ultimatum. Les Banques avaient fait savoir que le jour suivant l'élection d'un Secrétaire Général qui ne serait pas Felipe Gonzalez, elles réclameraient le paiement de la dette du PSOE que les gaspillages électoraux et la désastreuse administration de l'équipe de Felipe avaient fait monter à plusieurs centaines de millions de pesetas. C'est à dire que la nouvelle équipe se retrouverait sans locaux et sans argent. D'autre part, les plus hauts gradés des trois corps d'Armée, à l'exception semble-t-il de Cabeiras- avaient averti qu'ils ne toléreraient pas l'élection par le Congrès d'un Secrétaire Général autre que Felipe.

Les délégués furent incapables d'affronter ce chantage. L'on commença à parler alors d'une formule bâtarde de Commission Gestionnaire chargée d'organiser un Congrès extraordinaire en automne. Pendant ce temps, Guerra obtint des modifications cruciales des Statuts. Une fois élus directement par chaque cellule socialiste, comme jusqu'à alors, (ce qui, s'agissant d'une centaines de cellules, empêchait le mauvais organisateur Alfonso Guerra de toutes les maîtriser), les délégués au Congrès seraient élus lors de Congrès provinciaux et même régionaux et en nombre moins important. De plus, les cellules ne pourraient plus envoyer de rapports aux Congrès mais se limiter à amender les rapports officiels élaborés par l'Exécutif. Ces deux revendications "techniques" glissées par Guerra au milieu de la tension du Congrès, furent des pièces-clés de la mise en place future d'une oligarchie du PSOE, la prise en main par une minorité qui ne sera pas seulement de *facto* mais ainsi inscrite dans les Statuts.

Felipe Gonzalez joue un numéro théâtral avec son discours du 20 mai où il expliqua pourquoi il ne voulait pas être Secrétaire Général avec la ligne politique adoptée et qu'il fallait être socialiste avant d'être marxiste. Le discours fut magnifié par la télévision et par la presse de droite. Une Commission gestionnaire fut nommée dans l'attente du Congrès extraordinaire de septembre.

Tout était résolu. Il restait encore quelques mois jusqu'en septembre. Et la gauche du PSOE tenta de résister. En vain. La Commission de Gestion fonctionna ouvertement en faveur du Felipisme. Les expulsions, les blâmes collectifs, la pression de la droite et des médias, la manipulation des chiffres d'adhésion pour changer les rapports de forces, les élections de 2è et même de 3è niveau, que les modifications de textes de Guerra avaient permis, la chasse aux sorcières déchaînée contre les "rouges"... firent de cette période de la Commission de Gestion l'un des exemples les plus sales et indécents de manipulation partisane de l'histoire espagnole. Le Congrès extraordinaire de septembre fut une revue militaire pour Felipe Gonzalez, élu Secrétaire Général avec 85,9 % des voix.

L'efficacité de la manipulation se note dans le fait que, le nombre de délégués au Congrès extraordinaire était de beaucoup inférieur à celui des participants au XXVIIe Congrès, moins de la moitié des délégués au Congrès extraordinaire ayant assisté au XXVIIIe.

D'autre part, jusqu'à 88 % des délégués au Congrès extraordinaire occupaient une haute charge : 17,2 % étaient parlementaires, 13,1 % maires et 26,9 % conseillers municipaux. Les autres étaient membres de Comités nationaux, régionaux, provinciaux ou locaux du PSOE. C'est ainsi que débutèrent les Congrès *de pitance*, c'est-à-dire les Congrès où les délégués (dans leur immense majorité) vivent de salaires correspondant à des postes procurés par le PSOE. C'est-à-dire des postes distribués par Felipe et/ou Guerra qui possèdent -et utilisent- le pouvoir discrétionnaire de mettre ou d'enlever des noms sur les listes électorales et les listes de responsable du PSOE. Hans-Jürgen Puhle, dans son analyse du PSOE en 1986 écrit que :

*"Les victoires électorales successives du PSOE sur tous les plans ont fait qu'un grand nombre d'adhérents du PSOE occupent des charges publiques au niveau de l'Etat, des régions et des municipalités. Ce groupe, qui représente environ le quart des adhérents (selon des situations réalisées) et dont le commun intérêt est de continuer à occuper leurs postes ("reconnaissance du ventre") semble représenter dans les Congrès du Parti un bloc relativement fort, compact et modéré qui tend à plébisciter l'Exécutif du Parti et avec lui, le gouvernement socialiste."* (46)

Une dernière touche : selon Haravall, seulement le vingtième des militants du PSOE à l'automne 1979 en faisait déjà partie en automne 1976. Ce qui explique l'intérêt à jeter un coup d'œil à l'intérieur, dans la structure sociologique des adhérents du PSOE.

## **9/ L'évolution des adhésions au PSOE selon ses propres enquêtes. Embourgeoisement : le PSOE comme syndicat du garde-manger et Couvent d'Arrecogías**

Les chiffres des adhésions des Partis doivent être pris avec la plus grande précaution. Ce sont des armes politiques utiles dans les Congrès, et au PSOE, on compte par centaines les plaintes publiées dans la presse militante signalant les manipulations des chiffres, l'utilisation même de fonds électoraux d'une région pour le paiement de cotisations fictives permettant de fabriquer des

voix utilisables aux congrès. Avec cette réserve, voici l'évolution, en chiffres officiels du Parti, des adhésions depuis le XXVIIIe Congrès :



L'on remarque facilement la stabilisation autour de 100 000 après 1979, que seule la perspective de victoire du PSOE fait monter à 112 591 à la veille des élections du 28 octobre 1983. Ensuite les nouvelles rentrées correspondent à celles d'un Parti au pouvoir.

Le sociologue José Félix Tezanos (membre de l'Exécutif lors du XXXIe Congrès) a réalisé trois enquêtes auprès des adhérents du PSOE. En 1980, (octobre-novembre portant sur 1994 personnes), en 1983 et avant les élections de juin 1986 (sur 1311 personnes). Nous allons utiliser ses données et ses propres conclusions.

Une importante donnée est celle de la date à laquelle les militants disent avoir adhéré. Dans l'enquête de 1980, 13 % situent leur adhésion durant la IIe République, 5 % durant le franquisme, 7 % entre la mort de Franco et le XXVIIe Congrès (décembre 77), 25 % entre le XXVIIe Congrès et les élections de juin 1977 et 49 % après ces élections, 1 % ne répond pas. Comme le total des adhérents frise les 100 000 entre 1979 et 1981, moment de l'enquête, ces pourcentages supposent 50 000 adhésions avant les élections de juin 1977, ce qui correspond à d'autres chiffres de la même époque cités précédemment. Il est cependant incongru que l'on trouve 25 000 adhérents antérieurs au XXVIIe Congrès alors que nous savons que les adhérents à cette date étaient 8 000 ou 10 000, selon les diverses sources. Il ne fait pas de doute qu'une fois le Parti légalisé, de nombreux ex-adhérents de l'époque républi-

caine jusque-là occultés entrèrent à nouveau. Il y a aussi le fait qu'une bonne partie des militants questionnés ont "amélioré" leur ancienneté pour les besoins de l'enquête. Ce qui est réellement important maintenant, c'est de retenir que l'immense majorité des adhérents sont de l'époque de Felipe Gonzalez. Ce qui veut dire qu'ils ont adhéré à l'époque du césarisme et de l'omnipotence de Felipe Gonzalez.

Dans cette enquête de 1980, apparaît une faible adhésion de femmes (9 % au total) et de jeunes (seuls 6 % ont moins de 25 ans). Les ouvriers de l'industrie et des services étaient 36 %, mais il y avait 16 % d'employés de bureau et vendeurs, 4 % d'enseignants et 4 % de professionnels salariés (ce que Tezanos appelle "nouvelle classe moyenne" au lieu d'employer l'expression classique de "nouvelle petite bourgeoisie", trop marxiste sûrement.

Une dernière donnée importante de cette enquête de 1980 : le désengagement idéologique et le manque de formation au sein du PSOE. En effet, Tezanos signale que plus de la moitié des adhérents d'après les élections de 1977 (plus de 25 % au total), "ignore la majeure partie des faits historiques et d'organisation sur lesquels ils furent interrogés".

Nous reproduisons ci-après le profil des adhérents élaboré par Tezanos à partir des données de son enquête de 1980.

*"On peut dessiner au moins trois profils d'adhérents socialistes :*

*a) L'adhérent historique entré au PSOE lors de la IIe République ou avant et qui représente une personnalité politique assez engagée et rhétorique (dans le meilleur sens du terme). Ce type d'adhérent croit fortement à une sorte de socialisme qui correspond plutôt à la période d'entre deux-guerres et sa mentalité est restée fortement marquée par la dureté des conflits politiques et sociaux de cette période historique. De ce militant vétéran, on peut dire qu'il est PSOE corps et âme, que la politique occupe une place fondamentale dans sa vie, atteignant un sens global élevé. Pour cela c'est une sorte d'adhérent qui attire au PSOE ses proches (de là son haut degré d'implication politique familiale typique aussi d'une période historique déterminée).*

*Actuellement, cet adhérent, en raison de son âge, n'est pas très actif dans des tâches de projection externe, mais est assidu à d'autres formes de participation interne et se trouve fréquemment dans les locaux du Parti.*

*b) L'adhérent du franquisme pratique une militance plus idéologique*

et même pour certains clairement "intellectualisée". Cet adhérent ressemble au précédent en ce que la politique occupe une place assez fondamentale dans sa vie, bien que ses motivations politiques soient moins émotionnelles que dans le cas précédent et plus cérébrales. Cet adhérent se trouve plus fréquemment dans les milieux urbains et se situe en majorité dans la "classe moyenne" (professionnels, enseignants, employés de bureau...). Egalement, il se situe dans les classes d'âges intermédiaires et se caractérise par un historique politique plus changeant que celui des autres adhérents, c'est-à-dire qu'il a adhéré ou sympathisé avec d'autres faits politiques dans une proportion supérieure à la moyenne.

*c/ L'adhérent de la transition démocratique, c'est-à-dire celui qui est entré au PSOE après les élections de 1977 correspond déjà à un profil différent. L'on peut dire de lui qu'il est assez proche de "l'espagnol moyen" et se différencie, entre autres choses, des précédents adhérents par la fait que la politique n'est pas le centre de sa vie. Pour une grande part il est entré au PSOE à la suite de son engagement syndical à l'UGT ou pour donner un peu plus de force à ses sympathies politiques. En général, cet adhérent n'est pas plus actif, ni très formé, niveau scolaire et de qualification pour certains d'entre eux supérieur à celui de beaucoup d'adhérents entrés au PSOE à des périodes historiques antérieures".*

Dans un autre document datant de 1985 et utilisant les données de son enquête de 1983 auprès d'adhérents, Tezanos ajoute une autre catégorie de militants : les adhérents du PSOE comme Parti de Gouvernement :

*"L'adhérent du PSOE, Parti de Gouvernement, c'est à dire celui qui est entré au Parti après les élections législatives de 1982 est peut-être un groupe qui n'est pas suffisamment défini. cependant les données de l'enquête de 1983 nous permettent d'affirmer qu'il s'agit d'un groupe non-homogène qui présente certaines particularités et différences par rapport aux adhérents de la transition démocratique. Il s'agit tout d'abord d'un type d'adhérents plus jeunes (20,1 % ont moins de 25 ans, contre 8,6 % en moyenne pour le reste), les femmes sont plus nombreuses, le niveau scolaire est intermédiaire (scolaire et au-delà en plus grande proportion que dans l'ensemble), les emplois hétérogènes, les professionnels, cadres et enseignants étant plus nombreux et surtout les employés de bureau et autres de la "nouvelle classe moyenne". Parmi ces adhérents, il y a aussi une plus forte proportion n'appartenant pas à l'UGT (68,8 % contre 48,5 % en moyenne) et l'on trouve dans ce groupe des implications et antécédents familiaux au PSOE inférieurs à la moyenne. Cependant, parmi ces adhérents se*

trouve une proportion supérieure à la moyenne d'ex-adhérents d'autres partis politiques (23,7 % contre 10,1 % en moyenne et 15,9 % parmi les adhérents de la période antérieure- ou d'ex-sympathisants (13,5 % contre 11,2 % en moyenne). Dans leur majorité, les précédentes adhésions et sympathies concernaient le PCE, CCOO et d'autres partis à la gauche du PCE, mais il y en a aussi qu'ont appartenu ou sympathisé avec des groupes chrétiens démocrates et d'autres formations du centre.

*En général, ces derniers adhérents ont un niveau de militantisme et de participation supérieur à celui des adhérents des deux périodes antérieures et, sous certains aspects, supérieurs à la moyenne, ce qui laisse penser que parmi ces adhérents, il y a une forte proportion de cadres politiques venant d'autres Partis en processus de décadence ou de totale dissolution". (48)*

Avant les élections législatives du 22 juin 1986, Tezanos réalisa une autre enquête auprès des adhérents du PSOE, cette fois sur un échantillon de 1311. Les résultats furent communiqués à la presse au mois d'août et diffusés assez largement. Ils sont particulièrement révélateurs :

Les adhérents d'avant les élections de 1977 sont tombés à 27,7 %; les adhérents entre ces élections et celles de 1979 sont 19,4 %. Les adhérents postérieurs aux élections de 1979 sont 52,9 % (pour une immense majorité de ces derniers, postérieurs aux élections victorieuses du PSOE en 1982).

L'adhésion féminine reste toujours très faible, passant seulement de 9 % en 1980 à 13 % en 1986. Il en est de même pour les jeunes, représentant pour les moins de 25 ans, 6 % en 1980 et 8 % en 1986.

Mais les données réellement significatives sont autres. Alors que la société espagnole dans son ensemble se déchristianise et se "paganise", le PSOE devient lui plus religieux. En 80, 39 % des adhérents disaient avoir des "idées religieuses". En 86 ils sont déjà en majorité absolue avec 50,4 % exprimant des idées religieuses.

Ce qui est vraiment spectaculaire, c'est la conversion du PSOE, "Syndicat du ventre ou du garde-manger", en un "Couvent d'Arrecogias" (collectif de repentis). 25 % des adhérents occupent des postes de responsabilité (dans l'administration ou le Parti). Ce sont entre 50 000 et 55 000 adhérents du PSOE qui occupent des postes au gouvernement, dans les Communautés autonomes, les

municipalités ou Députations ou dans le Parti, ceux qui vivent de la "pitance" du PSOE. En tenant compte du niveau familial de l'adhésion au PSOE (en 1980, 49 % des adhérents avaient un parent adhérent et en 1986, 53 % sont enfants d'adhérents), il n'est pas exagéré de supposer que la moitié des adhérents vivent de la "pitance" du PSOE. Et il ne serait pas exagéré de supposer qu'une bonne partie de l'autre moitié vit avec l'espoir d'arriver au premier rang de la distribution.

L'on constate en plus que ceux qui ne sont pas "entretenus" ne font pratiquement rien d'autre que payer leur cotisation (comme celui qui achète régulièrement un billet de loterie). Selon l'enquête de 1986, 60 % des 75 % qui n'ont pas de postes payés n'avaient participé à aucune réunion du Parti dans les trois derniers mois.

Le cliché du militant du Parti, dévoué, colleur d'affiches est passé dans l'histoire du PSOE embourgeoisé de 1986. Dans l'enquête de 1980, 46 % -près de la moitié des adhérents- disaient avoir collé récemment des affiches de propagande. Le pourcentage est tombé à 13,9 % en 1986. Ceux qui avaient participé à des caravanes de propagande tombent de 38 % en 1980 à 8,8 % en 1986. Ceux qui avaient tenu des stands dans la rue baissent de 20 % à 5 %. Ceux qui récoltaient des fonds pour le Parti, de 35 % à 17,8 %.

*Couvent d'Arrecogias* est un espagnolisme désignant les Couvents où étaient recueillies les prostituées repenties, pour être réhabilitées par les bonnes sœurs. C'est une expression imagée utilisée pour représenter la conversion du PSOE en refuge de militants de gauche "repentis" de leur militance. En 1980, seulement 7 %, soit environ 7 000 adhérents du PSOE, avaient sympathisé ou milité au Parti Communiste espagnol ou dans les Partis encore à gauche du PCE (ORT, PTE, MCE, etc). En 1986, ils sont passés à 14,6 % (environ 30 000), dont 8,4 % venait du PCE et 6,2 % de la gauche du PCE : encore "l'appel du ventre".

En 1986, Mario Caciagli écrit un "Post-Scriptum 1986" à un de ses articles sur le PSOE, datant de 1982. Il y ajoute ceci :

*"Malgré son nouveau rôle et sa position plus forte dans le système des Partis, ou peut-être précisément pour cela, il ne me semble pas que les caractéristiques du PSOE aient changé en tant que Parti. Il reste un Parti faible et peu organisé, avec un nombre d'adhérents extraordinairement bas par rapport à ses électeurs. Sa vie interne*

*reste rachitique et son corps est traversé de temps à autre par des humeurs contrastantes qui ne s'expriment pas dans une dialectique interne claire" (49)*

D'accord, le PSOE est aujourd'hui à peine plus qu'un Syndicat de cadres. Sa puissance apparente dépend de ses liens avec le Gouvernement et ses prébendes. Plus de 90 % de ses ressources lui viennent de l'Etat, ce qui fait de lui plus un appareil d'Etat qu'un Parti Politique et, pour cela, un instrument des classes dominantes, de même que les autres appareils d'Etat comme la Police et l'Armée.

Le jour où le PSOE sera écarté du Gouvernement, il en mesurera l'ampleur du désastre.

## **10/ La victoire du PSOE le 28 octobre 1982 : une victoire "par absence du contraire". Le PSOE catch-all-party**

Un gros volume de près de 700 pages, édité par Linz et Montero, est paru en 1986, analysant les élections de 1982 et la victoire du PSOE. Puhle y dit :

*"Le PSOE qui, depuis le milieu des années soixante-dix, a bifurqué de Parti de la classe travailleuse vers un Parti délibérément interclassiste, pour terminer en 1982 sa conversion en Parti catch-all avec un large appui populaire et un électorat seulement un peu moins hétérogène que la société espagnole elle-même (50).*

Dans le même volume, Sani et Shabad démontrent à partir de deux enquêtes post-électorales l'évolution des positions des électeurs du PSOE en 1979 et 1982 :

Préférence	Votants du PSOE en	
	1979	1982
Monarchie	29 %	55 %
République	33 %	21 %
Marxiste	19 %	13 %
Non marxiste	52 %	61 %

Le PSOE accéda au gouvernement en 1982, impulsé par deux forces :

- la volonté des classes dominantes qui avaient besoin du PSOE pour faire le "sale" travail de l'ajustement économique tout en maîtrisant les masses
- l'illusion (déçue par la suite) des masses en ses promesses.

Pour le dire, nous avons une journaliste de l'Opus Dei, Pilar Urbano, dans le quotidien d'extrême-droite "ABC", peu suspect de sympathies socialistes :

*"Le socialisme met en œuvre une politique économique dure et très exigeante que la droite ne pouvait mener faute d'un double alibi propre au PSOE : un potentiel syndical discipliné (...) le PSOE au gouvernement «est en train de faire la politique sale du capitalisme, ce que l'UCD n'a pu faire et ne pourrait faire Fraga»". (Publié le 21-9-83)*

Il y a des preuves objectives démontrant que la victoire du PSOE ne fut possible que grâce à l'épisode incroyable (sans précédent dans l'histoire mondiale) de l'implosion de l'UCD, le Président du Gouvernement convoquant des élections anticipées pour les perdre avec 150 sièges en moins et sans être élu non plus. Le bloc de classes dominantes qui contrôle l'UCD procéda à son implosion contrôlée.

D'une enquête post-électorale (2 500 entrevues réalisées du 2 au 4 novembre 1982), il résulte, d'après Rafael Lopez Pintor et Manuel Justel (dans le n°20 de la Revista Española de Investigaciones Sociológicas), que 6,3 millions de votes pour l'UCD en 1979 se répartirent ainsi : 1,5 à l'UCD, 2,5 à l'AP, 1,7 au PSOE, 0,6 au CDS. La principale raison du triomphe du PSOE s'explique, selon les enquêteurs, par le mauvais gouvernement de l'UCD (31 %), suivi par "la campagne et la propagande du PSOE" (24 %). Les votes en faveur du PSOE se décomposèrent ainsi : 5,4 millions d'électeurs PSOE, 1,7 ex. UCD, 1,1 du PCE, 1,6 de nouveaux électeurs et abstentionnistes. De sorte que sans l'implosion de l'UCD, le PSOE n'aurait pas pu obtenir la majorité absolue et même pas sa victoire.

L'autre force, c'est celle que j'ai dénommée en tant que sociologue "le coup de l'enveloppe". Les promesses électorales mensongères du PSOE, surtout celle des 800 000 postes de travail, mais aussi d'autres qui suscitèrent l'espérance et l'illusion parmi les classes

espagnoles exploitées. Les classes exploitées tombèrent dans l'apathie et le désenchantement entre 1978 et 1981, quand elles réalisèrent que leur incroyable explosion d'espoir exprimée dans les élections de 1977 n'était pas fondée. En 1982, elles récupérèrent leurs illusions et leurs espoirs, pensant que c'était le "moment", qu'avec un Parti de gauche il serait possible de changer de vie. Ceci explique la récolte de 1,6 millions de voix nouvelles et avec l'implosion du PCE, 1,1 million de voix d'ex-électeurs de ce Parti.

## **11/ Le virage à droite progressif du PSOE après 1982 - Son soutien progressif du franquisme sociologique**

Il ne semble pas nécessaire d'insister sur le virage à droite du PSOE et de son gouvernement de 1982 à aujourd'hui. Le lecteur peut se reporter aux données figurant dans la deuxième partie de ce chapitre intitulée "s'en tenir aux faits...".

Ce qui nous importe maintenant est de souligner que ce virage à droite s'est accompagnée de la perte du quart des 10 millions de voix obtenues en 1982.

Du 28 octobre 1982 au 10 juin 1987, le PSOE est descendu de 10 127 392 voix à 7 573 104, obtenues pour les élections au Parlement Européen (ces élections de juin 87 étant comparables à des législatives). De 48,41 %, il est passé à seulement 39,1 %. Il a perdu deux millions et demi de voix (2 554 288). De sorte que ce sont 2 millions et demi de trompés (du 28-10-82), qui ont réalisé la supercherie et ont retiré leur vote au PSOE . Qui sont ces 2 millions 1/2 de désenchantés ?

Joaquim Leguina, actuel président du PSOE de la Communauté Autonome de Madrid (et bien meilleur démographe que politicien) a analysé dans le n° 75 de *Sistema*, l'évolution du vote entre 1982 et 1986. Et il est arrivé à la conclusion qu'un million 1/4 des électeurs perdus par le PSOE de 82 à 87 sont des citoyens moyens actifs. Dans une proportion supérieure à 1 million 1/4 des

électeurs perdus par le PSOE de 82 à 87 sont des citoyens moyens actifs. Dans une proportion supérieure à 1 million 1/4, puisque selon Leguina (et nous sommes d'accord avec lui), le PSOE recueille des voix venant "des secteurs agraires et des catégories sous dépendance économique et votant traditionnellement à droite". Ce même flux, maintenant intensifié a été observé de 1986 à 1987. Novais écrivait dans le quotidien *Deia* (15-06-87, page 7) que ceux du PSOE :

*"... ont perdu des électeurs dans les grandes agglomérations urbaines les plus politisées, les plus actives socialement et se maintiennent dans les zones à valeurs et convictions conservatrices traditionnelles. C'est comme si, après 5 ans d'exercice du pouvoir, les socialistes avaient trompé le secteur le plus progressiste de la société et, par contre, convaincu les secteurs les plus conservateurs. Après cinq ans où rien de fondamental n'était remis en question, où les valeurs auxquelles ils avaient cru n'étaient pas menacées, c'est comme s'ils estimaient que le PSOE est le meilleur garant des valeurs traditionnelles et conventionnelles".*

Exactement. Car ce que nous voulons souligner, c'est qu'en 1982 Felipe Gonzalez fit le "coup de l'enveloppe" à de vastes secteurs de la classe ouvrière (y compris à plus d'un million qui votaient avant communiste). Mais de plus, de façon totalement consciente et délibérée, il a combiné sa pratique de soumission aux classes dominantes avec une tactique de renforcement électoral que nous appelions, il y a quelques années "le noyau dur de la Race", le "franquisme sociologique".

Vous rappelez-vous de la large citation faite plus haut, de l'étude de Lopez Pintor sur le franquisme sociologique ? Il est douloureux de devoir l'écrire mais il est clair que la dictature franquiste parvint à encanailler et avilir des millions d'Espagnols, convertis en analphabètes fonctionnels, en drogués de la télévision, en pauvres dépouilles humaines désinformées, sans instruction, sans éducation, sans information, conditionnés pour se sentir heureux dans la soumission et l'obéissance, aliénés par un mode de consommation aberrant et malades du plus grossier des matérialismes. Et tous les indices démontrent que c'est dans ces masses dégradées que Felipe Gonzalez a recherché et trouvé sa base de supporters, son bastion électoral. Toutes les enquêtes démontrent que le soutien et le vote en faveur de FG s'accroît en fonction de l'avance-

ment en âge (c'est-à-dire, d'autant plus que l'électeur a vécu sous le rouleau compresseur franquiste), moins il lit de livres ou journaux, plus il regarde la télévision, plus il est ignorant et manque d'instruction, moins il est syndiqué et moins il participe activement à la politique. Il s'accroît d'autant plus que parmi les retraités que les étudiants, les femmes au foyer que les célibataires avec emploi, etc, etc.

Les indices se multiplient à tout-va. Les électeurs du PSOE se retrouvent dans toutes les enquêtes à droite de la moyenne globale, s'identifiant progressivement aux attitudes et opinions du "franquisme sociologique".

Nous citerons quelques exemples d'enquêtes publiées depuis les élections de 1987. Dans une enquête publiée en octobre, les électeurs du PSOE se sont montrés plus monarchistes que la moyenne espagnole. 87 % (contre une moyenne de 82 %) ont qualifié de très bonne ou bonne la position du roi Juan Carlos, lors de la fameuse "transition vers la démocratie". 53,5 % (contre une moyenne de 42,8 %) ont dit que l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN fut très ou assez décisive pour le renforcement du rôle de l'Espagne au niveau international. 80 % (contre la moyenne de 71 %) se sont déclarés très fiers ou assez fiers d'être espagnols. 82 % se sont déclarés catholiques. 54 % se sont prononcés pour le rétablissement de la peine de mort.

Une dernière caractéristique. Quel était le mot d'ordre du "franquisme sociologique" ? L'identification à Franco tout en sachant qu'il ne ferait pas ce qu'il affirmait ou promettait dans sa rhétorique. Eh bien, 48 % des électeurs du PSOE affirment que le PSOE tient plutôt peu ou pas ses promesses. Gonzalez sait cela. Mieux, il se vanta cyniquement de cela.

Dans un entretien obscène réalisé par Jorge Semprun (actuel ministre de la culture, en 1988) dans le n°76 de la revue *Sistema*, Gonzalez dit :

*"Jusqu'à présent, durant toute cette dernière législature, durant la campagne électorale, il serait nécessaire que nous levions deux grandes hypothèques. L'une concernant la politique intérieure, la promesse de créer 800 000 postes de travail. L'autre en politique extérieure, au sujet de l'OTAN."*

*Durant toutes les législatures, nous avons dû subir les conséquences négatives de ces deux hypothèques, consécutives à deux propositions fausses, erronées, de notre programme électoral. Mais les élections du 22 juin, trois mois après le référendum sur l'OTAN, représentent quelque chose d'important : elles signifient que notre majorité est une majorité qui se situe au-delà de ces questions, qui cauthérise les blessures et lève les hypothèques."*

Sans commentaire.

# Annexe

# Une œuvre oubliée du PSOE : le plan ZEN

## Définition du plan ZEN

Il contient les dispositions acceptées par le gouvernement PSOE après son accession au pouvoir en octobre 1982. Ces dispositions visent le renforcement de la lutte contre le Mouvement de Libération Nationale basque et concernent les quatre provinces d'Euskadi Sud. Il a été mis en application en février 1983.

ZEN veut dire Zone Spéciale Nord.

A l'heure actuelle, même si le texte de ce plan n'existe pas dans la pratique, son esprit et ses dispositions ont été requis par le "pacte anti-terroriste" du 12 janvier 1988 qui vise à obtenir le consensus des organisations politiques pour soutenir la stratégie répressive du PSOE.

## Les cinq niveaux d'intervention du plan ZEN

1/ **Niveau politique** : La stratégie mise en place vise à obtenir la collaboration des institutions issues du Statut dit d'autonomie de 1979. En effet, après la désapprobation de la constitution espagnole en 1978 par les Basques et le manque de légitimation de l'Etat espagnol en Euskadi Sud, le PSOE s'efforcera de faire en sorte que le fonctionnement des institutions mises en place dans le cadre du statut dit d'autonomie et la pratique des organisations politiques qui y sont liées aboutissent à une légitimation de fait de l'Etat espagnol en Euskadi Sud.

**Résultats atteints :**

- a/ Obtention du pacte de législature PNV/PSOE
- b/ Obtention de l'accord pour la normalisation et la pacification

signée le 12 janvier 1988, c'est à dire le pacte anti-ETA qu'il faut interpréter comme acceptation des partis politiques basques (sauf HB) de la politique répressive et anti-basque du PSOE.

c/ La police dite autonome basque (Ertzantza) et les polices municipales sont de plus en plus intégrées aux tâches de maintien de l'ordre public de la Police nationale espagnole : nous avons pu le constater lors des fêtes de Donostia et Bilbao ("incidents" significatifs très peu rapportés par la presse internationale) ; phénomène qui s'est produit dans toutes les colonies : des barbis d'Algérie aux cipayes d'Inde.

2/ Niveau social : Le plan ZEN se propose de détruire la base sociale de l'ETA surtout à travers les moyens de communication en y impulsant une politique d'intox, de manipulation et de désinformation. Il s'agit de détruire aux yeux de l'opinion publique l'image des "gudaris", c'est à dire les combattants. Il faut par contre substituer le terme du "terrorisme", présenter le résistant basque comme un "fanatique", un "sectaire", un "névrosé", voire un "fasciste".

**Résultat** : Quant on voit le comportement d'une grande partie de la presse et la sémantisme utilisée, l'on peut dire que les succès est réel. Par contre, c'est l'échec en ce qui concerne la réduction de la base sociale de l'ETA.

3/ Niveau légal : Mise en place d'une stratégie pour faire accepter l'ensemble des lois d'exception par les couches populaires et obtenir des "terroristes repentis" sur le modèle italien.

**Résultat** : C'est l'échec net. Très peu de prisonniers se sont laissés duper par la politique de "réinsertion sociale". L'échec dans ce domaine est facile à comprendre : comparer la résistance basque aux Brigades rouges est une grossière erreur.

4/ Niveau policier : Outre la centralisation et la coordination du commandement contre les commandos de l'ETA, le plan ZEN accorde désormais une grande importance à la formation à l'action psychologique. Il s'agit d'une part de permettre une meilleure pénétration par la police du tissu social basque, d'autre part de confier les "interrogations" à un personnel spécialisé afin que ne se reproduise plus de cas Joseba Arregui (mort sous la torture en février 1981).

## Résultats :

- La nouvelle méthode (torture + psychologue) a été employée avec succès à l'encontre de Alfonso Etchegara (voir son récit dans Euskadi Information n° 50).

**5/ Niveau international :** A ce niveau, citons simplement le texte du plan ZEN : *"Maintenir le contact avec les pays qui ont souffert le fléau terroriste et s'intégrer chaque fois plus dans le réseau informatif sur le terrorisme à niveau européen. Les actions -pour le cas ETA- doivent avoir une spéciale incidence sur l'Etat français..."*

*Les gouvernements démocratiques ne prennent pas des décisions à l'encontre de leur opinion publique des pays étrangers, donnant des nouvelles objectives sur la réalité terroriste".*

Avec le plan ZEN, l'Espagne du PSOE a élaboré une stratégie active en vue d'obtenir la collaboration des organisations internationales et des Etats. Les résultats atteints sont réels :

a/ Le bilan de la coopération franco-espagnole est riche.

b/ Le bilan du GAL n'a été possible en pratique dans la mesure où il doit son existence à la collaboration entre Paris et Madrid.

c/ Le PSOE obtient maintenant à Strasbourg des motions de condamnation contre l'ETA et le mouvement populaire basque ; Les organisations humanitaires (Comité International de la Croix Rouge, Amnesty International, Cimade, etc) ont dénoncé dans leurs rapports et leurs communiqués la pratique de la torture aujourd'hui en Espagne.

## NOTES

(1) Carl Marx : *El 18 Brumario del Luis Bonaparte*, en C. Marx F. Engels : *Obras escogidas* (Tomo 1), Moscou, Progreso 1981, p.432.

(2) PSOE : *Por el cambio. Programa electoral. Partido Socialista Obrero Español*, PSOE p.7.

(3) Institut National de Statistiques : *Anuario estadístico de España 1983*, Madrid, INE p.324.

Deia, 13 février 1988, p.27.

(4) *El País* p.64, *El Correo Español - El pueblo vasco*, p.39, *Ya* p.33.

(5) Secrétariat général de l'économie et planification et centre de recherches sociologiques : *Condiciones de vida y de trabajo en España*, Madrid, septembre 1986, p.99.

(6) *El Correo Español - El Pueblo Vasco*, 3 juin 1987, p.38.

(7) K. Uribe : "*Banca, beneficios y paro*", en *Punto y Hora de Euskal Herria*, n°505, 11-18 février 1988, p.29.

(8) *El País*, 29 mars 1987, p.43.

(9) *Diario 16*, 18 mars 1987, p.17.

(10) *Tiempo* n°299, 17 février 1988, pp-18-21.

(11) Resolución política del XIII Congreso del PSOE (Suresnes). En Francisco Bustelo, Gregorio Peces-Barba, Ciriaco De Vicente, Virgilio Zapatero : *PSOE. Partido Socialista Obrero Español*, Barcelona, Editorial Avance, mai 1986 p.49.

(12) PSOE : *PSOE : La ruptura democrática*, Secretaria de Información y Prensa del PSOE, 1976, p.25.

(13) Francisco Bustelo et alii : *PSOE... op. cit... p.15.*

(14) Idem, p. 26

(15) Idem, p. 37

- (16) AAVV : *Socialismo es libertad*. Escuela de Verano del PSOE, Madrid, Editorial Cuadernos para el Diálogo, 1976, p.27.
- (17) PSOE (Edition d'Alfonso Guerra) : *XXVII Congreso del Partido Socialista Obrero Español*, Barcelona, Editorial Avance, mars 1977, pp. 116-117.
- (18) Idem, pp.115-116.
- (19) Idem, p.117.
- (20) Giovanni Bianchi et Renzo Salvi : *Introducción a la Sociología Política*, Madrid, Editorial Villalar, 1977, p.111.
- (21) Richard Gunther : "El realineamiento del sistema de partidos de 1982", en Juan J. Linz et Jose R. Montero (eds) : *Crisis y cambio : electores y partidos en la España de los años 80*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1986, p.28.
- (22) Juan J. Linz : "Consideraciones finales", en Juan J. Linz et Jose R. Montero (eds) : *Crisis y cambio : ...*, op. cit. p.659.
- (23) Rafael Lopez Pintor : *La opinión pública española : del franquismo a la democracia*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1982, pp.80-81.
- (24) Idem, pp.112-113
- (25) PSOE (Edición a cargo de Alfonso Guerra) : *XXVII...*, op. cit. pp.126-127.
- (26) Jose Felix Tezanos : *Sociología del socialismo español*, Madrid, Editorial Tecnos, 1983, p.91.
- (27) Richard Gunther, Giacomo Sani y Goldie Shabad : *El sistema de partidos políticos en España*, Madrid, Centro de investigaciones Sociológicas, 1986, p.181.
- (28) Mario Caciagli : *Elecciones y partidos en la transición española*, Madrid, Centro de investigaciones Sociológicas, 1986, p.210.
- (29) MA. Aguilar y E. Chamorro : *Felipe Gonzalez. Perfil humano y político*, Madrid, Editorial Cambio 16, 1977, p.36.
- (30) Jose Felix Tezanos : "El espacio político y sociológico del

*socialismo español*", en Sistema nº32, septiembre 1979, pp.51-52.

(31) Justo de la Cueva : "El PSOE que hay que construir", en El País, 21 juillet 1977, p.7.

(32) Felipe Gonzalez : "Discurso al XXVIII Congreso del PSOE el 17 de mayo de 1979", en Eduardo Chamorro : *Felipe Gonzalez. Un hombre a la espera*, Barcelona, Editorial Planeta 1980, p.320.

(33) Jose Maria Marravall : *La política de la transición 1975-1980*, Madrid, Taurus, 1981, p.81.

(34) Idem, p.166.

(35) Mario Caciagli : *Elecciones*, op. cit. p.210.

(36) Eduardo Chamorro : *Felipe Gonzalez...*, op. cit. p.176.

(37) Juan J. Linz et alii : *Informe Sociológico sobre el cambio político en España 1975-1981*, (IV informe Foessa. Vol 1), Madrid, Editorial Euramérica, 1981, p.414.

(38) Alfonso Guerra : "Socialismo y eurocomunismo. Debate Norberto Bobbio-Alfonso Guerra", en Sistema nº22, Janvier 1978, p.98.

(39) Antonio Guerra : "Notas para una biografía", en Felipe Gonzalez : *Socialismo es libertad*, Barcelona, Galba SA, 1978, p.123.

(40) Margarita Ayestaran y Justo de la Cueva : "Los ángeles son hermafroditas", en Herri Batasuna : *Instituzioei buruzko eztabaida*, sl, Herri Batasuna, 1982, p. 28.

(41) Richard Gunther et alii : *El sistema...*, op. cit. p.217.

(42) Idem, p.216

(43) Idem, p.216

(44) Jose Felix Tezanos : "El espacio...", op. cit. p.61.

(45) Giacomo Sani : "¿Adversarios o competidores ? : la polarización del electorado", en Juan J. Linz y Jose R. Montero (eds) : *Crisis y cambio...*, op. cit. p.615.

(46) Hans-Jürgen Puhle : "El PSOE : un partido dominante y

*heterogéneo*", en Juan J. Linz y Jose R. Montero (eds) : *Crisis y cambio...*, op. cit., p. 332.

(47) Jose Felix Tezanos : "*Estructura y dinámica de la afiliación socialista en España*", en *Revista de Estudios Políticos* (Nueva época), nº23, 1981, pp.151-152.

(48) Jose Felix Tezanos : "*Continuidad y cambio en el socialismo español. El PSOE durante la transición democrática*", en *Sistema* nº68-69, 1985, pp.59-60.

(49) Mario Caciagli : *Elecciones...*, op. cit., p.232.

(50) Hans-Jürgen Puhle : "*El PSOE...*", op. cit., p.325.

(51) Giacomo Sani : "*¿Adversarios...*", op. cit., p.615.